



RÉSULTATS ANNUELS

31 DÉCEMBRE 2020

UN EXERCICE 2020 RÉSILIENT DANS UN CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE MONDIALE

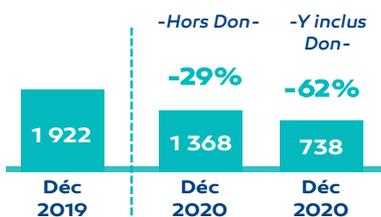
Le Conseil d'Administration de BANK OF AFRICA - BMCE Group s'est réuni le vendredi 26 mars 2021, sous la Présidence de M. Othman BENJELLOUN, au Siège Social de la Banque, à Casablanca. Il a examiné l'activité de la Banque et du Groupe au terme de l'année 2020 et arrêté les comptes y afférents.

Le Conseil d'Administration soumettra à la prochaine Assemblée Générale Annuelle la nomination de deux Administrateurs indépendants de nationalité marocaine, M. Mohamed Kabbaj et Mme Nezha Lahrichi, ainsi qu'une Administratrice issue du Groupe BANK OF AFRICA, Mme Myriem Bouazzaoui. Dans le même temps, l'Assemblée Générale prendra acte de la démission de deux Administrateurs indépendants étrangers, Messieurs Philippe De Fontaine Vive et Christian De Boissieu, auxquels un hommage appuyé et chaleureux a été rendu par Le Président du Conseil d'Administration et l'ensemble des Administrateurs.

La brochure des états financiers annuels 2020 aux normes IAS/IFRS et notes annexes est publiée sur le site www.ir-bankofafrica.ma.

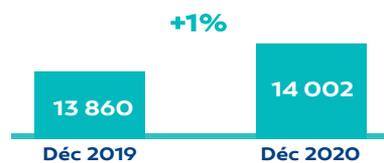
ACTIVITÉ CONSOLIDÉE -MDH-

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



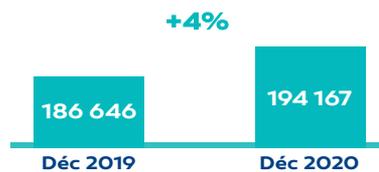
Résultat Net Part du Groupe s'établissant à 738 millions de dirhams, soit -62% ; la baisse est de -29% en neutralisant l'effet du Don.

PRODUIT NET BANCAIRE



Résilience de l'activité avec une légère hausse de +1% du Produit Net Bancaire consolidé à 14 milliards de dirhams à fin décembre 2020 tirée par la progression de la marge d'intérêt de +5% et le résultat des opérations de marché de +3%.

CRÉDITS



Bonne dynamique commerciale avec un encours des crédits consolidés en progression de +4% à 194,2 milliards de dirhams contre 186,6 milliards de dirhams en décembre 2019.

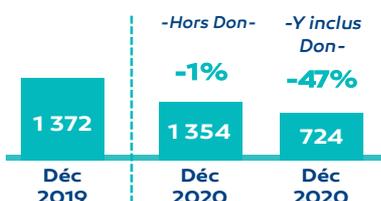
DÉPÔTS



Les dépôts clientèle consolidés affichent de bonnes réalisations avec une évolution de +2% à fin décembre 2020 s'établissant à 207,1 milliards de dirhams contre 202,8 milliards de dirhams en décembre 2019.

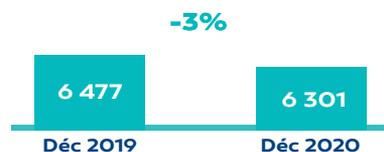
ACTIVITÉ SOCIALE -MDH-

RÉSULTAT NET



Baisse du Résultat Net de -47% avec l'impact du Don Covid et de -1% hors Don.

PRODUIT NET BANCAIRE



Recul du Produit Net Bancaire de la BANK OF AFRICA S.A. de -3% à 6,3 milliards de DH à fin décembre 2020 masquant la croissance de la marge d'intérêts de +4%.

CRÉDITS



Hausse des crédits de la Banque au Maroc de +4,4% à 117 milliards de dirhams.

DÉPÔTS



Quasi-stagnation des dépôts clientèle de la Banque de +0,2% à 129 milliards de dirhams à fin décembre 2020.

DES PERFORMANCES FINANCIERES MARQUEES PAR UN CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE MONDIALE

Résilience de l'activité avec une légère hausse de **+1% du Produit Net Bancaire** consolidé à 14 milliards de dirhams à fin décembre 2020 tirée par la progression de la marge d'intérêt de **+5%** et le résultat des opérations de marché de **+3%**.

Résultat Net Part du Groupe en baisse de **-62%** s'établissant à 738 MDH et recul de **-47%** du Résultat Net de la Banque à 724 MDH sous l'effet combiné de (i) la contribution au fonds spécial COVID 19 pour un montant global de 1 milliard DH, (ii) la hausse du coût du risque consolidé de **+57%** à 3,5 milliards de dirhams en décembre 2020 et du coût du risque social en hausse de **+67%** à 1,5 milliard de dirhams en décembre 2020, et (iii) la contreperformance des différentes activités du Groupe dans un **contexte national et international peu favorable** impacté par la crise COVID-19.

Poursuite de l'efficacité opérationnelle de la Banque, favorisée par un modèle de **transformation digitale** de ses process, et par la continuité du chantier de **réduction des coûts**, résultant en une bonne maîtrise des **charges générales d'exploitation** qui baissent de **-6%** pour la Banque SA, soit un **coefficient d'exploitation de 54,5%** à fin décembre 2020 contre 56,3% à fin décembre 2019 en amélioration de 1,8p%.

En consolidé, variation des charges impactée par la contribution au Fonds Covid 19 ; en excluant le don, les **charges générales d'exploitation du Groupe baissent de -3%**.

Hausse de **+7%** du Résultat Brut d'Exploitation consolidé -Hors Don- à **6 202 millions de dirhams** à fin décembre 2020.

Bonne dynamique commerciale avec un encours des **crédits consolidés** qui s'est apprécié de **+4%** passant à 194,2 milliards de dirhams à fin décembre 2020 ; une hausse portée par l'augmentation des **crédits de la Banque au Maroc de +4,4%**.

Gain en part de marché crédits de **BANK OF AFRICA** passant de 12,28% à fin décembre 2019 à **12,48%** à fin décembre 2020, en amélioration de **+0,20p%**.

Bonnes réalisations des **dépôts clientèle consolidés** avec une évolution de **+2%** à fin décembre 2020 s'établissant à 207,1 milliards de dirhams contre 202,8 milliards de dirhams en décembre 2019 ; et une **quasi-stagnation des dépôts clientèle de la Banque de +0,2%** à 129 MMDH à fin décembre 2020.

ENGAGEMENT SOLIDAIRE ET MOBILISATION AFFIRMÉE EN FAVEUR DE L'ECONOMIE

A l'initiative du Président Othman Benjelloun, BANK OF AFRICA a contribué à hauteur d'**Un Milliard de Dirhams au Fonds de gestion de la pandémie du Covid-19** créé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, une initiative qui traduit un engagement fort du Groupe en cette période de mobilisation nationale.

Mise en place d'un ensemble de **mesures destinées à soutenir l'économie nationale** et contribuer à la préservation de l'emploi, à travers l'accompagnement des entreprises et des ménages en difficulté et ce, depuis le déclenchement de la crise sanitaire.

Accompagnement et soutien de **près de 13 000 TPME marocaines** à travers une **enveloppe globale de financement de plus de 14 MMDH** et ce, depuis le début de l'année 2020 dans un contexte de crise sanitaire.

Report des échéances des crédits moyen et long terme et mise en place de **nouveaux produits - Crédit Relance, Damane Oxygène, Crédit Entrepreneurs Covid-19.**

Signature d'un **partenariat avec la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement -BERD-** portant sur une **facilité de financement de 145 M€**, une première mondiale parmi la quarantaine de pays d'opération de cette institution financière multilatérale, accordée dans le cadre du Programme de Résilience de la BERD, mis en place en réponse à la crise sanitaire internationale.

DES ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENTREPRENARIAT ET DE L'INVESTISSEMENT

Engagement réaffirmé de l'**Observatoire de l'Entrepreneuriat** en tant que **structure dédiée aux Services Non Financiers en faveur de l'entrepreneur**, basée sur un écosystème intégré d'une soixantaine de partenaire publics et privés.

Mise en place d'un **ensemble d'outils impactants en termes de création de valeur**, notamment un site Internet qui regroupe l'ensemble de l'information financière et extra-financière, des formations certifiantes et personnalisées avec les Universités partenaires, et des Services Non Financiers à travers des modules de mentorat et des cycles de networking.

Signature de **conventions avec les autorités territoriales**, initiation d'Appels à Manifestations d'Intérêt pour soutenir des TPE et coopératives, et déploiement du réseau d'incubateurs *Blue Space*.

RENFORCEMENT DE LA BANQUE DIGITALE

Accélération du **développement de la Banque digitale** à travers (i) l'**amélioration de l'expérience client** sur l'ensemble des canaux de distribution tout en développant de nouvelles sources de revenus, (ii) le positionnement réaffirmé de **BANK OF AFRICA** en tant que **premier acteur du digital et de l'innovation**, (iii) la **digitalisation des processus d'affaires front to back** pour améliorer l'efficacité opérationnelle.

Déploiement de **nouveaux services de Banque à distance évolutifs** pour améliorer et offrir de nouvelles fonctionnalités. Des solutions de banque à distance, pratiques et sécurisées, à la disposition de la clientèle pour effectuer ses opérations bancaires de manière simple et rapide, avec gratuité de certaines opérations.

Lancement du portail de **Crédit Habitat en ligne**, une plateforme de souscription au crédit immobilier en ligne : www.credithabitat.ma.

1er service client sur WhatsApp, un nouveau mode d'interaction clientèle qui facilite l'accès à l'information et fournit des réponses instantanées aux requêtes des clients.

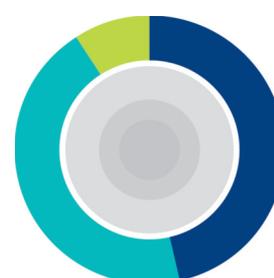
Amélioration de l'expérience client dans la **nouvelle version de BMCE Direct** à travers une réorganisation simplifiée et plus de services offerts.

Lancement par **BMCE Capital de « BK Financial Bot »**, premier Chatbot de la place, dédié aux métiers de la Banque d'affaires.

Accès gratuit et sans frais d'abonnement à l'ensemble des **plateformes digitales de BMCE Capital**, pour encourager l'utilisation des canaux digitaux.

Lancement par **BTI Bank** de deux offres de banque à distance, **BTI Connect pour les particuliers** et **BTI Business Connect pour les entreprises**, permettant aux clients d'effectuer les opérations les plus courantes à distance.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE A FIN DÉCEMBRE 2020 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE -HORS DON-



- MAROC • 47%
- AFRIQUE SUBSAHARIENNE • 44%
- EUROPE • 9%

UNE BANQUE SOCIALEMENT RESPONSABLE

Fort engagement dans les domaines de l'environnement et de la responsabilité sociétale. Une action développée depuis plus de 25 ans à travers sa **Fondation BMCE Bank** qui continue à innover et augmenter le nombre de ses programmes en faveur de l'éducation et de l'environnement et le soutien aux start-ups africaines.

Décoration de **Dr Leïla Mezian Benjelloun** de l'insigne d'**Officier de la Légion d'Honneur** décerné par la République française, obtention du **Trophée de l'Africanité** de l'ICESCO et désignation à la **Présidence d'Honneur de l'ONG Teach For Morocco**.

Ouverture d'une nouvelle **école Medersat.com** à **KETAMA**, Province d'AL HOCEIMA et construction d'une nouvelle école à **DJIBOUTI**.

Signature d'une **convention entre la Fondation BMCE Bank et l'Institut Confucius de Tanger** permettant à l'école Medersat.com de **Bougdour** de bénéficier de l'enseignement du mandarin.

Conclusion par la **Fondation BMCE Bank de partenariats avec l'Académie de Paris et l'Institut Français au Maroc** afin de (i) renforcer la qualité de l'enseignement dans le réseau Medersat.com, (ii) appuyer la formation des superviseurs, (iii) renforcer la langue française au profit des enseignants des écoles de la Fondation, et (iv) favoriser l'inscription des personnels à des parcours de formation à distance.

Un **leadership en matière de développement durable** illustré par l'adhésion et la signature d'engagements internationaux phares, par une démarche RSE pilotée par les hautes instances de la Banque, et des engagements et pratiques éthiques et environnementales officialisés à travers une **Charte RSE** qui guide le modèle de croissance durable du Groupe et ses pratiques.

Signature d'un **Accord de Partenariat avec l'International Finance Corporation** pour renforcer les capacités Finance Climat du Groupe.

Intégration de la dimension **Changement Climatique dans la Politique Risques Groupe**.

Renouvellement avec succès de la **certification ISO 14001** pour l'environnement et maintien de la certification **OHSAS 18001** pour la prévention des risques santé, sécurité et bien-être au travail.

Obtention du label **Safe Guard** pour la prévention COVID 19 par **Veritas Group**.

Signature d'un nouvel accord « **Green Value Chain** » avec la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement "BERD" portant sur une ligne de financement durable d'un montant de **10 Millions €** pour promouvoir la **compétitivité des Petites et Moyennes Entreprises** et les investissements dans **l'économie verte** au Maroc.

RATINGS



BA1,
PERSPECTIVES
NÉGATIVES



BB,
PERSPECTIVES
STABLES



A1+
Rating Extra-Financier

PRIX ET DISTINCTIONS

BANK OF AFRICA désignée « **Best Bank in Morocco 2021** » par le prestigieux magazine américain **Global Finance**.

Pour la 4^{ème} année consécutive, « **Élu Service Client de l'année Maroc 2021** », dans la catégorie Banque, traduisant le fort engagement de l'ensemble des composantes de la Banque envers ses clients et prospects afin d'améliorer la qualité de service rendu.

BANK OF AFRICA désignée dans le **top 2% de toutes les entreprises notées par Vigeo Eiris** dans le monde (4 880 au total) et **1^{ère} sur 90 dans le secteur bancaire - Retail & Specialised Banks Emerging Market** - suite à la 1^{ère} notation « **Corporate Sustainability Rating** » opérée au Maroc confirmant ainsi le leadership de la Banque en matière de RSE.

BANK OF AFRICA, primée « **Top Performer RSE** » en 2020 pour la 7^{ème} année consécutive par **Vigeo Eiris**, en tête du classement « **Retail & Specialised Banks Emerging Market** » sur les 6 domaines de la performance **Environnementale, Sociale et Gouvernance**.

BMCE Capital Conseil primée dans la catégorie « **Single Deal Local Advisor** » des « **Private Equity Africa 2020 Awards** » ; récompensée pour l'accompagnement d'un acteur de référence du secteur privé de la santé au Maroc dans une transaction emblématique le positionnant en tant que conseiller financier de référence pour les entreprises et les institutionnels dans leurs opérations stratégiques.

Eurafric Information, filiale IT du Groupe **BANK OF AFRICA**, désignée « **Top Employer** » pour la 2^{ème} année consécutive par le prestigieux organisme international **Top Employers Institute** en reconnaissance des efforts continus engagés pour développer une stratégie Ressources Humaines solide, cohérente, attentive et se placer ainsi parmi les entreprises les plus attractives.

PROFIL



+15 000
COLLABORATEURS



32
PAYS



+1 800
POINTS DE VENTE



+6
MILLIONS DE CLIENTS

BANK OF AFRICA compte parmi les principaux Groupes financiers panafricains. À travers ses différentes enseignes et filiales, **BANK OF AFRICA** se présente comme un Groupe bancaire universel multi-métiers aux domaines diversifiés : la banque commerciale, la banque d'affaires, les services financiers spécialisés tels que le leasing, le factoring et le crédit à la consommation, outre la banque participative.

1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 31 décembre 2020, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les Etats financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprises

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

Écart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels indentifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Évaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

Au 31 décembre 2020, le groupe a effectué des tests de dépréciation pour s'assurer que la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie est toujours inférieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité, la juste valeur étant le prix de vente d'une UGT à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du Groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

La norme IFRS 9 remplace les modèles de classification et d'évaluation des actifs financiers prévus par la norme IAS 39 par un modèle comprenant uniquement 3 catégories comptables :

- Coût amorti ;
- Juste valeur par capitaux propres : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans les « autres éléments du résultat global » (« juste valeur par OCI ») ;
- Juste valeur par résultat : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans le résultat net.

La classification d'un actif financier dans chaque catégorie est fonction :

- des modalités de gestion (« business model ») définies par l'entreprise
- et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du « solely payments of principal and interest », ou « SPPI »).

Les modalités de gestion sont relatives à la manière dont la société gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et de créer de la valeur. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels, soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs, soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion, soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

Le second critère (critère « SPPI ») s'analyse au niveau du contrat. Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

Le classement d'un instrument de dette dans l'une des catégories d'actifs financiers est fonction du modèle de gestion qui lui est appliqué par l'entreprise et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument (critère SPPI). Les instruments de dette qui répondent au critère SPPI et au modèle de gestion « Collecte » sont classés au coût amorti. Si le critère SPPI est vérifié mais le modèle de gestion est la collecte et la vente, l'instrument de dette est classé en juste valeur par capitaux propres (avec recyclage). Si le critère SPPI n'est pas vérifié et si le modèle de gestion est autre, l'instrument de dette est classé en juste valeur par résultat.

Selon la norme IFRS 9, les instruments de capitaux propres détenus (actions) sont :

- toujours évalués à la juste valeur par résultat,
- sauf ceux qui ne sont pas détenus à des fins de transaction pour lesquels la norme permet de faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier, de le comptabiliser en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (juste valeur par OCI), sans possibilité de recyclage par résultat. Les actifs classés dans cette catégorie ne feront pas l'objet de dépréciation. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres. Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

La norme IFRS 9 prévoit des modèles de classification et d'évaluation des passifs financiers selon 3 catégories comptables :

- passif financier au coût amorti ;
- passif financier à la juste valeur par résultat ;
- passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

A la date de comptabilisation initiale, un passif financier peut être désigné, sur option irrévocable, à la juste valeur par résultat :

- dans certaines conditions lorsque le passif contient des dérivés incorporés ; ou
- si cela conduit à une information plus pertinente du fait de l'élimination ou la réduction significative d'une distorsion de traitement comptable (« mismatch ») ; ou
- si le passif est géré avec d'autres instruments financiers qui sont évalués et gérés à la juste valeur conformément à une politique d'investissement ou de gestion des risques et que l'information est communiquée sur cette base aux principaux dirigeants au sens d'IAS 24.

Par ailleurs, pour ces passifs, la norme permet la comptabilisation de la variation de juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit propre en autres éléments du résultat global. Toutefois, ce traitement comptable n'est possible que dans la mesure où il ne contribue pas à créer ou aggraver un « mismatch » comptable.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat «Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en CP non recyclables» lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

La norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues.

Le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- « Bucket 1 » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels il sera calculé une perte de crédit attendue à horizon 1 an.
- « Bucket 2 » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.
- « Bucket 3 » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39. L'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, ces instruments sont reclassés en bucket 2 puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut tel que défini dans la circulaire 19G, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

Le suivi de la dégradation du risque s'appuie sur les dispositifs de suivi des risques internes qui incluent notamment les dispositifs de suivi des créances sensibles et les impayés.

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en s'appuyant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Un actif financier est également considéré comme ayant subi une dégradation significative du risque de crédit lorsque l'un ou plusieurs des critères ci-après sont remplis :

- Actif financier sous surveillance (« Watchlist »)
- Restructuration pour difficultés de paiement sans pour autant être en défaut
- Existence d'impayés,
- Changements significatifs défavorables des conditions économiques, commerciales ou financières dans lesquelles opère l'emprunteur,
- Risques identifiés de difficultés financières, etc.

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Les pertes attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

Le calcul des dépréciations s'appuie sur trois paramètres principaux :

• Probabilités de défaut (PD) :

La probabilité de Défaut (PD) représente la probabilité qu'un emprunteur soit en défaut sur ses engagements financiers pendant les 12 prochains mois ou sur la maturité résiduelle du contrat (PD à maturité). La PD est la probabilité que les emprunteurs fassent défaut à un horizon donné t. La PD utilisée pour l'estimation des pertes attendues en vertu des principes de la norme IFRS9 est calculée pour chaque classe homogène de risque.

Pour les actifs financiers qui sont dans le « Bucket 1 » (i.e. sains non sensibles), une PD à 12 mois est calculée soit la probabilité de défaut pouvant survenir dans les 12 mois suivant la date d'arrêt.

Pour les actifs financiers du « Bucket 2 » (i.e. sains sensibles), une PD à maturité est calculée et, par définition, les actifs financiers du « Bucket 3 » (i.e. défauts) ont une PD de 1.

Afin de calculer la PD à un an pour un dossier donné, le Groupe a réparti les dossiers des portefeuilles en classes homogènes de risque qui sont segmentés sur la base de notes externes ou sur la base de classes d'impayés.

La PD à maturité est calculée en appliquant des matrices de transition à la PD à un an, telle que cette PD résulte des systèmes de notation externes ou des classes d'impayés. Les matrices de transition sont déterminées en modélisant comment le défaut se développe entre la date de comptabilisation initiale et la maturité des contrats, et ce pour chaque portefeuille. Les matrices de transition sont élaborées sur la base des observations statistiques.

• Pertes en cas de défaut (LGD)

La perte en cas de défaut (LGD) représente la perte attendue au titre de l'exposition qui serait en défaut. La perte en cas de défaut s'exprime en pourcentage de l'EAD et se calcule à partir des taux de récupérations globales (TRG). L'évaluation des TRG se fait par classe homogène de risque et par garantie, en se basant sur l'historique de récupération.

Pour les gros dossiers en difficultés, lorsque la modélisation sur base statistique n'est pas possible (nombre d'observations réduits, caractéristiques particulières etc.), les flux de trésorerie futurs de récupération sont estimés par la filiale de recouvrement du Groupe et la LGD correspond à la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts) estimés.

• Exposition en cas de défaut (EAD : Exposure at default)

Elle est basée sur le montant auquel le Groupe s'attend à être exposé effectivement au moment du défaut, soit sur les 12 prochains mois, soit sur la maturité résiduelle. Elle est basée sur le montant auquel le Groupe s'attend à être exposé effectivement au moment du défaut, soit sur les 12 prochains mois, soit sur la maturité résiduelle.

Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants. Les pertes de crédit attendues des instruments financiers sont évaluées comme le produit de ces trois paramètres.

Les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward-looking).

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique a été effectué sur la base des études macro-économiques fournies par les experts sectoriels internes. Ces études ont permis d'impacter à dire d'experts les PD (à la hausse ou à la baisse en fonction des perspectives) sur un horizon de trois ans. La prise en compte d'autres indicateurs macro-économiques est en cours de mise en œuvre.

La définition de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale.

Pour les titres (qui sont en grande majorité des titres souverains), le calcul de la dépréciation est déterminé selon les principes suivants :

- Lors de l'acquisition des titres : l'ensemble des titres sont considérés comme faisant partie du Bucket 1 quel que soit le rating de l'émetteur,
- Lors des évaluations ultérieures :
 - En cas de dégradation de la note de l'émetteur, le titre passe au bucket 2
 - Sur la base des pertes de crédit avérées à maturité si la contrepartie est en défaut – Bucket 3.

Renégociations de prêts dans les comptes des prêteurs (« forbearance »)

La Banque respecte les exigences des normes IFRS en matière de traitement des « forbearance » et notamment pour les crédits restructurés. Les flux futurs sont actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BANK OF AFRICA SA, BOA Group ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BANK OF AFRICA SA et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Au 31 décembre 2020, le groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêt, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

h. Évaluation de la « juste valeur » Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

La valeur des produits dérivés n'étant pas significative à ce jour, la banque continuerait à surveiller le seuil de signification de cette rubrique pour prendre en compte les ajustements de la juste valeur liés au calcul du Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

i. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation (modèles internes d'évaluation présentés dans la note 4.15 sur la juste valeur).

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

j. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

k. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

l. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

1.1.4. Immobilisations**a. Immobilisations Corporelles:**

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe.

Matrice de décomposition retenue par le Groupe

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

Conformément aux exigences du paragraphe 79.e) de la norme IAS40, le groupe procède à la valorisation de ses immeubles de placement dont le coût d'acquisition est jugé substantiellement significatif à l'occasion de chaque arrêté annuel par le biais de cabinets externes (4.15 sur la juste valeur).

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

La norme IFRS 16 :

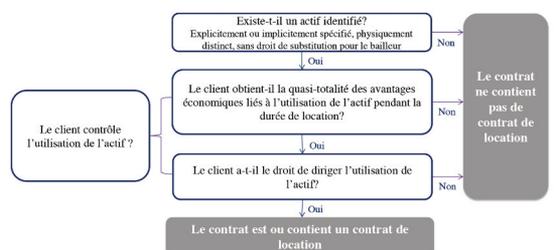
La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1^{er} janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location.

Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée ainsi que la charge d'intérêt sur la dette. Ce traitement, actuellement appliqué aux contrats de location-financement, sera ainsi étendu aux contrats de location simple.

• Options retenues :

Le Groupe a choisi comme méthode de transition l'approche rétrospective modifiée pour laquelle la dette locative correspond au montant actualisé des loyers restant à la date de première application (01/01/2019) avec un droit d'utilisation reconnu à l'actif d'un montant équivalent à cette même date. En conséquence, le Groupe n'enregistre pas d'impact capitaux propres au titre de la première application d'IFRS 16.

Pour identifier les contrats de location qui entrent dans le périmètre de la norme, voici les critères retenus :



Le Groupe a utilisé les deux mesures de simplification proposées par la norme IFRS 16 portant sur les contrats à court terme (durée de 12 mois ou moins) et sur les contrats à actifs sous-jacents de faible valeur, dont la valeur est inférieure ou égale au seuil proposé par l'IASB, à savoir 5000 USD.

• La durée retenue :

La durée pendant laquelle le Groupe a généralement utilisé des types particuliers de biens (loués ou détenus en propre) auparavant et les raisons économiques sous-jacentes ont été utilisées pour déterminer si le groupe a la certitude raisonnable d'exercer une option ou de ne pas l'exercer.

Ainsi, les durées appliquées dépendent des types de biens :

- Pour les baux commerciaux, une durée de 9 ans en moyenne a été retenue ;
- Pour les baux à usage d'habitation, une durée de 3 ans ;
- Pour les véhicules en LLD, la durée retenue est celle du contrat.



Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée des paiements de loyers et des paiements estimés à la fin du contrat (pénalités de résiliation le cas échéant et la garantie de la valeur résiduelle si applicable).

Le taux utilisé pour l'actualisation de ces paiements est le taux d'endettement marginal qui correspond au taux de refinancement sur le marché financier sur des durées équivalentes à celles des dettes locatives.

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 31 décembre 2020 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme**a. Méthode d'évaluation**

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action du Groupe sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

«L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales».

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

L'interprétation IFRIC 23 :

Cette interprétation vient compléter la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » qui contient des dispositions relatives à la reconnaissance et à l'évaluation des passifs ou actifs d'impôts, courants ou différés.

Cette interprétation traite des risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat. L'interprétation s'applique à la détermination des éléments liés à l'impôt sur le résultat, lorsqu'il y a une incertitude sur les traitements retenus par une entité en la matière, au regard des dispositions fiscales applicables. Le risque fiscal provient, par nature, de l'incertitude liée à une position fiscale retenue par l'entité et qui pourrait être remise en cause par l'administration fiscale.

Deux options de transition sont possibles pour appliquer l'interprétation, de manière :

- Totalemment rétrospective sous réserve que la société dispose de l'information nécessaire sans tenir compte des circonstances survenues au fil du temps ; ou

- Partiellement rétrospective, en comptabilisant l'impact cumulé dans les capitaux propres d'ouverture de l'exercice au cours duquel l'interprétation est appliquée pour la première fois. Dans ce cas, l'information comparative du premier exercice d'application n'est pas retraitée.

Le Groupe a choisi la méthode de transition partiellement rétrospective pour cette interprétation en comptabilisant l'impact cumulé dans les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2019.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions, la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

Note sur les comptes consolidés

L'élaboration des comptes consolidés à fin décembre 2020 a été réalisée dans un contexte mondial et national marqué par la propagation de la pandémie COVID 19. Cet évènement a eu deux impacts directs sur les résultats de l'année :

Traitement comptable du don COVID 19

Le Groupe BANK OF AFRICA s'est inscrit dans l'élan de solidarité nationale en contribuant à hauteur de 1 Milliard de Dirhams au Fonds Spécial pour la gestion de la pandémie COVID 19.

Les résultats annuels du Groupe BANK OF AFRICA intègrent ce montant dans les charges générales d'exploitation.

Crise sanitaire et impact IFRS 9

Le Groupe BANK OF AFRICA applique les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) à ses comptes consolidés.

La norme IFRS 9 a introduit un nouveau modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Elle a introduit une classification avec 3 phases (buckets 1, 2 et 3) reposant notamment sur une définition du défaut (bucket 3) et un concept de dégradation significative du risque de crédit (déclenchement du passage du bucket 1 au bucket 2).

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut tel que défini dans la circulaire 19G, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

Le suivi de la dégradation du risque s'appuie sur les dispositifs de suivi des risques internes qui inclue notamment les dispositifs de suivi des créances sensibles et les impayés.

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en s'appuyant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Un actif financier est également considéré comme ayant subi une dégradation significative du risque de crédit lorsque l'un ou plusieurs des critères ci-après sont remplis :

- Actif financier sous surveillance (« Watchlist »)
- Restructuration pour difficultés de paiement sans pour autant être en défaut
- Existence d'impayés,
- Changements significatifs défavorables des conditions économiques, commerciales ou financières dans lesquelles opère l'emprunteur,
- Risques identifiés de difficultés financières, etc.

Cette norme instaure un modèle de dépréciation qui exige de comptabiliser les pertes de crédit attendues (« Expected Credit Losses » ou « ECL ») sur les crédits et les instruments de dettes évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, sur les engagements de prêts et sur les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur, ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et créances commerciales. Cette approche vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Les pertes attendues sur les différents portefeuilles sont calculées en s'appuyant sur les trois principaux paramètres de risque modélisés à partir des données historiques disponibles par segment de portefeuille : la probabilité de défaut 'PD' à un an et à maturité, la perte en cas de défaut 'LGD' et le montant de l'exposition en cas de défaut 'EAD'. Des méthodes basées sur les pertes historiques sont retenues pour des portefeuilles appropriés.

Cette norme a par ailleurs été conçue pour être prospective (forward looking) et anticiper des événements futurs de défaut à la date de chaque arrêté. Des scénarios de forward looking sont ainsi intégrés dans les modèles de calcul des ECL.

Dans le contexte particulier de l'arrêté du 31 décembre 2020, BANK OF AFRICA BMCE Group a procédé à des ajustements, afin d'anticiper, estimer et piloter les impacts de la crise sanitaire actuelle.

Afin de faire évoluer le modèle IFRS 9 au vu des effets actuels sur l'économie marocaine, une révision des données prospectives et scénarios de « forward looking » a été effectuée en prenant en compte leurs effets sur les probabilités de défaut (PD). Cette révision s'est basée sur l'évolution des Ratings des secteurs économiques.

L'estimation de l'impact tient compte des éléments d'information disponibles à fin décembre 2020. Elle sera actualisée en fonction de l'évolution de l'environnement économique et des informations additionnelles qui seraient disponibles pour les prochains arrêts.

BILAN

En milliers de DH

ACTIF IFRS	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	16 291 624	14 450 591
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	29 529 201	29 913 430
- Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	774 086	794 295
Instruments dérivés de couverture		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
- Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 222 818	1 667 868
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	4 642 101	4 446 599
Titres au coût amorti	37 324 605	30 042 750
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	22 392 263	22 403 739
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	194 166 699	186 645 591
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		
Placements des activités d'assurance		
Actif d'impôt exigible	797 935	920 499
Actif d'impôt différé	2 083 871	1 767 563
Comptes de régularisation et autres actifs	6 751 532	6 631 296
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans les entreprises mises en équivalence	962 952	930 990
Immuebles de placement	3 684 810	3 800 224
Immobilisations corporelles	8 945 178	9 222 503
Immobilisations incorporelles	1 310 012	1 079 156
Ecart d'acquisition	1 032 114	1 032 114
TOTAL ACTIF IFRS	331 911 802	315 749 207

En milliers de DH

PASSIF IFRS	31/12/2020	31/12/2019
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		
- Passifs financiers détenus à des fins de transactions		
- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Instruments dérivés de couverture		
Titres de créance émis	14 111 265	16 346 393
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	59 960 481	45 071 844
Dettes envers la clientèle	207 086 841	202 816 657
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		
Passif d'impôt courant	877 982	1 396 103
Passif d'impôt différé	1 258 073	1 179 957
Comptes de régularisation et autres passifs		
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		
Provisions pour risques et charges	1 407 895	1 172 574
Subventions - fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	9 594 473	9 590 170
TOTAL DETTES	303 931 273	287 953 104
Capitaux propres		
Capital et réserves liées	19 624 631	18 473 069
Réserves consolidées		
- Part du groupe	1 587 064	1 474 765
- Part des minoritaires	4 283 718	4 149 154
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
- Part du groupe	609 900	618 563
- Part des minoritaires	511 398	504 535
Résultat de l'exercice		
- Part du groupe	737 832	1 921 510
- Part des minoritaires	625 987	654 507
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	27 980 530	27 796 103
TOTAL PASSIF IFRS	331 911 802	315 749 207

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers de DH

COMPTE DE RESULTAT IFRS	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts et produits assimilés	15 709 686	15 350 928
Intérêts et charges assimilés	-5 281 297	-5 436 906
MARGE D'INTÉRÊT	10 428 389	9 914 022
Commissions perçues	3 098 389	3 240 485
Commissions servies	-456 931	-529 236
MARGE SUR COMMISSIONS	2 641 458	2 711 249
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		
Gains ou pertes nets sur instruments à la juste valeur par résultat	377 678	353 259
Gains ou pertes nettes sur actifs/passifs de transactions	310 364	343 728
Gains ou pertes nettes sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	67 314	9 531
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la JV par capitaux propres	226 137	231 334
Gains ou pertes nettes sur instruments de dettes comptabilisés en CP recyclables	5 449	19 627
Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en CP non recyclables	220 688	211 707
Gains ou pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financier à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers par CP en actifs financier à la juste valeur par résultat		
Produit net des activités d'assurance		
Produit net des autres activités	792 923	1 235 176
Charges des autres activités	-464 539	-584 437
PRODUIT NET BANCAIRE	14 002 045	13 860 603
Charges générales d'exploitation	-7 845 739	-7 117 766
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-954 340	-947 015
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 201 967	5 795 821
Coût du risque	-3 451 978	-2 196 435
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 749 989	3 599 386
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	59 700	69 866
Gains ou pertes nets sur autres actifs	67 658	-13 106
Variations de valeur des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	1 877 347	3 656 146
Impôt sur les résultats	-513 528	-1 080 129
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou encore en cession		
RÉSULTAT NET	1 363 819	2 576 017
Résultat Hors-groupe	625 987	654 507
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	737 832	1 921 510

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net	1 363 819	2 576 017
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	142 651	27 964
Écarts de conversion	142 651	27 964
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Écarts de réévaluation		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront reclassés ultérieurement en résultat	-81 976	68 026
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		
Éléments évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-81 976	68 026
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	60 676	95 990
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 424 494	2 672 007
Part du groupe	733 603	2 006 084
Part des intérêts minoritaires	690 891	665 923

Fidarc
Grant Thornton
L'instinct de la croissance
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

KPMG
11, Avenue Bir Kacem
10 170 Souissi
Rabat

GRUPE BANK OF AFRICA BMCE GROUP
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de BANK OF AFRICA BMCE GROUP et ses filiales (Groupe BANK OF AFRICA BMCE GROUP) comprenant l'état de la situation financière consolidée, le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidé, l'état de variation des capitaux propres consolidé et une sélection de notes explicatives au terme de l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 27 980 530, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 1 363 819. Cette situation provisoire a été arrêtée par le Conseil d'Administration le 26 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BANK OF AFRICA BMCE GROUP dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de donations, pour un montant total de 4,7 milliards de dirhams au 31 décembre 2020. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 31 décembre 2020.

Sur la base de notre examen limité, et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BANK OF AFRICA BMCE GROUP établis au 31 décembre 2020, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe relative aux effets de la pandémie de Covid-19 sur la situation provisoire au 31 décembre 2020.

Casablanca, le 26 mars 2021

Les commissaires aux Comptes

FIDARC
Faiçal MEKOUAR
Associé

KPMG
Abderrazak MZOUOU
Associé

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES 31/12/2020

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2018 corrigés	1 794 634	12 571 140		4 499 659	-490 350	18 375 083	5 466 427	23 841 511
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres d'ouverture 01.01.2019	1 794 634	12 571 140		4 499 659	-490 350	18 375 083	5 466 427	23 841 511
Opérations sur capital	203 571	3 903 724		-445 698		3 661 597		3 661 597
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-600 722	-1 498 039
Résultat de l'exercice				1 921 510		1 921 510	654 507	2 576 017
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					67 246	67 246		67 246
Ecart de conversion					-23 149	-23 149	-31 181	-54 330
Gains ou pertes latents ou différés					44 096	44 096	-31 181	12 915
Variation de périmètre				-170 937		-170 937	33 527	-137 410
Autres variations				-446 127		-446 127	-214 362	-660 489
Capitaux propres clôture 31.12.2019	1 998 205	16 474 864		4 461 090	-446 253	22 487 906	5 308 196	27 796 102
Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur instruments financiers)								
Capitaux propres d'ouverture 01.01.2020	1 998 205	16 474 864		4 461 090	-446 253	22 487 906	5 308 196	27 796 102
Opérations sur capital	57 861	1 093 701		-1 093 701		57 861		57 861
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-255 802		-255 802	-502 837	-758 639
Résultat de l'exercice				737 832		737 832	625 986	1 363 818
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					-14 730	-14 730		-14 730
Ecart de conversion					54 597	54 597	33 724	88 321
Gains ou pertes latents ou différés					39 867	39 867	33 724	73 591
Variation de périmètre								
Autres variations				-508 237		-508 237	-43 967	-552 204
Capitaux propres clôture 31.12.2020	2 056 066	17 568 565		3 341 182	-406 386	22 559 427	5 421 103	27 980 530

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat avant impôts	1 877 347	3 656 146
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	954 340	956 552
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	190 303	118 603
+/- Dotations nettes aux provisions	2 196 280	693 860
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-59 700	-55 210
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-592 445	-507 520
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		
+/- Autres mouvements	74 622	34 548
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	2 763 400	1 240 832
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	10 498 337	2 949 832
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-8 189 863	1 762 667
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-3 105 869	-9 109 225
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-2 344 868	600 504
- Impôts versés	-1 111 654	-1 131 214
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-4 253 917	-4 927 436
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	386 829	-30 458
+/- Flux liés aux Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-268 892	22 037
+/- Flux liés aux immeubles de placement	176 889	-98 686
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-32 510	-865 878
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-124 513	-942 527
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-657 011	2 158 929
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-2 274 578	2 731 844
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-2 931 589	4 890 773
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	63 473	-33 948
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-2 605 799	3 883 840
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	20 873 669	16 989 829
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	14 450 591	14 310 554
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	6 423 079	2 679 275
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	18 267 870	20 873 669
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	16 291 624	14 450 591
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 976 247	6 423 079
Variation de la trésorerie nette	-2 605 799	3 883 840

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	31/12/2020			31/12/2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	10 651 924	2 991 366	7 660 558	10 682 959	2 842 525	7 840 434
Comptes et prêts/emprunts	9 845 411	2 959 963	6 885 448	9 881 189	2 814 604	7 066 585
Opérations de pensions		31 403	-31 403		27 921	-27 921
Opérations de location-financement	806 513		806 513	801 770		801 770
Opérations interbancaires	1 148 716	1 443 917	-295 201	1 302 310	1 752 496	-450 186
Comptes et prêts/emprunts	917 652	1 116 498	-198 846	1 050 914	1 376 191	-325 277
Opérations de pensions	231 064	327 418	-96 355	251 396	376 304	-124 909
Emprunts émis par le Groupe		846 014	-846 014		841 885	-841 885
Instruments à la juste valeur sur capitaux propres						
Instruments de dette	3 909 046		3 909 046	3 365 659		3 365 659
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	15 709 687	5 281 297	10 428 389	15 350 928	5 436 906	9 914 022

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers de DH

	31/12/2020						31/12/2019					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total
Marge d'Intérêt	4 620 008	54 667	662 434	-4 151	5 095 431	10 428 389	4 417 685	64 541	681 730	-5 929	4 755 996	9 914 022
Marge sur commissions	1 024 382	153 763	20 392		1 442 921	2 641 458	1 200 251	159 570	21 665		1 329 763	2 711 249
Produits nets bancaires	5 868 712	332 998	700 513	125 527	6 974 296	14 002 045	5 951 214	362 732	722 703	115 983	6 707 972	13 860 603
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-4 141 365	-297 625	-240 720	-87 297	-4 033 071	(8 800 078)	-3 367 955	-306 697	-239 943	-98 892	-4 051 295	(8 064 782)
Résultat Brut d'exploitation	1 727 346	35 373	459 793	38 230	2 941 225	5 201 967	2 583 259	56 035	482 759	17 091	2 656 677	5 795 821
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-32 352	-45 008	-95 012	-9 808	-331 349	(513 528)	-544 388	-52 301	-153 086	-9 954	-320 399	(1 080 129)
Résultat Part du groupe	-111 574	82 566	43 757	-10 752	733 655	737 831	899 925	113 233	139 594	-6 450	775 208	1 921 510

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers de DH

	31/12/2020						31/12/2019					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total
TOTAL BILAN	204 540 156	990 356	16 840 891	106 223	109 434 177	331 911 803	192 052 523	1 242 527	18 163 535	216 902	104 073 720	315 749 206
ELEMENTS D'ACTIF												
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 982 072	8 350	22 386	16 977	2 835 135	5 864 920	2 763 938	10 470	20 768	20 621	3 298 671	6 114 467
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	128 452 166		15 585 061	1	50 129 472	194 166 699	118 488 373		16 783 701	1	51 373 516	186 645 591
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	29 529 201	110 862	861		662 363	30 303 288	29 913 430	110 161	861		683 273	30 707 725
Titres au coût amorti	8 454 148				28 870 456	37 324 605	4 410 000				25 632 750	30 042 750
ELEMENTS DU PASSIF												
DÉTTE ENVERS LA CLIENTÈLE	133 306 866		892 652		72 887 323	207 086 841	134 325 817		949 775		67 541 065	202 816 657
FONDS PROPRES	18 804 203	419 299	1 593 012	(203 048)	7 367 063	27 980 530	18 597 007	399 863	1 669 895	(168 950)	7 298 292	27 796 107

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	31/12/2020			31/12/2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	2 425 174	160 320	2 264 854	2 432 925	215 140	2 217 785
avec les établissements de crédit						
avec la clientèle	1 793 494		1 793 494	1 680 163		1 680 163
sur titres	195 454	80 903	114 551	216 541	63 970	152 571
de change	436 225	79 416	356 809	536 221	151 170	385 051
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan						
Prestation de services bancaires et financiers	673 215	296 612	376 604	807 560	314 096	493 464
Produits nets de gestion d'OPCVM						
Produits nets sur moyen de paiement	369 474	89 591	279 883	418 497	95 724	322 773
Assurance						
Autres	303 742	207 021	96 721	389 063	218 372	170 691
Produits nets de commissions	3 098 389	456 931	2 641 458	3 240 485	529 236	2 711 249

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	49 411	8 878
Plus-values de cession	49 411	15 796
Moins-value de cession		6 918
Autres	18 247	-21 984
Gains ou pertes sur autres actifs	67 658	-13 106

COÛT DU RISQUE

En milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
Dotations nettes aux dépréciations	-2 173 842	-694 114
Bucket 1	-382 264	-116 931
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	-26 769	-5 853
Dont Prêts et créances à la clientèle	-175 278	37 726
Dont Engagements hors bilan	11 182	-52 650
Dont Instruments de dettes	-191 400	-96 154
Dont Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP Recyclable		
Bucket 2	-419 957	-71 331
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	1 060	-1 167
Dont Prêts et créances à la clientèle	-423 033	-68 815
Dont Engagements hors bilan	919	-1 366
Dont Instruments de dettes	1 097	17
Dont Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP Recyclable		
Bucket 3	-1 371 620	-505 852
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	137 236	-40 169
Dont Prêts et créances à la clientèle	-1 494 888	-454 464
Dont Engagements hors bilan	-13 968	-17 783
Dont Instruments de dettes		6 564
Dont Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP Recyclable		
Récupérations sur créances amorties	54 171	94 599
Pertes sur créances irrécouvrables	-1 119 566	-1 548 430
Autres	-212 741	-48 490
<		



EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATEGIES DE COUVERTURE MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ca, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BANK OF AFRICA a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et la surveillance des risques de la Banque et du Groupe le Comité Risques Groupe, le CACI Groupe, le Comité de Direction Générale, les Comités de Crédit, le Comité de Surveillance des anomalies et de déclassement et le Comité de Pilotage et de Gestion des Risques Groupe.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

La Filère Risques est totalement indépendante de toute filière opérationnelle dans le Groupe et des entités et permet de garantir une information indépendante, objective et complète aux dirigeants sur la situation des risques.

Elle veille à ce que le dispositif de maîtrise des risques soit efficace, exhaustif et homogène et à ce que le niveau des risques pris soit cohérent avec les orientations de l'activité, notamment les objectifs stratégiques et les moyens du Groupe et ses entités.

Le Groupe et ses entités veillent en continu au respect des exigences réglementaires édictées par Bank Al Maghrib ainsi que celles requises par les banques centrales locales.

La Direction Générale Risques Groupe, à travers les Pôles Management des Risques Groupe, Analyse des Engagements, Surveillance des Engagements, et Risques sur Contreparties Afrique & Projets Transverses assure, d'une part, le pilotage et la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques en contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BANK OF AFRICA ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
- L'utilisation d'une fiche d'autocontrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'autocontrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
- Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises aux processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque niveau de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
- La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
- La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
- L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troika".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Comité des Grands Engagements (CGE) doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Pareillement, la Direction Générale Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque du Groupe. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition.

A ce propos, des limites de concentration sont instaurées et revues semestriellement portant sur les secteurs d'activité ainsi que les Groupes d'intérêt économique. Aussi, des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

Surveillance et pilotage

La Direction Générale Risques Groupe assure, au niveau du Groupe BANK OF AFRICA, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit.

Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, la Direction Générale Risques Groupe est amenée à :

- Surveiller la régularité des engagements ; conformité à l'objet du crédit et respect des cotés autorisés, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus... ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles) ;
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
- Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances saines, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Créances en souffrance

A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement. Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité Risques Groupe.

Dispositif de Notation Interne

Un outil de notation interne dédié aux entreprises (GE & PME) est déployé au niveau du réseau commercial. Parallèlement, la banque dispose d'un système décisionnel d'octroi de crédit à la consommation dédié au segment « Retail ». Son implémentation a été réalisée au niveau de l'outil d'instruction de crédit de la banque.

BANK OF AFRICA dispose également de grilles de score pour les MRE, professionnels, et TPE. Ces grilles sont déployées au niveau du SI de la Banque.

RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêts ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BANK OF AFRICA s'articule autour de deux axes principaux :

Limites
Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BANK OF AFRICA via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie.

Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites à priori, selon un schéma délégatoire s'appuyant sur le principe de la Troika.

Limites de marché
Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BANK OF AFRICA et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe BANK OF AFRICA se décline comme suit :

- Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;
- Les limites de positions ;
- Les limites de transaction.

Indicateurs de risque

Différents indicateurs de risque reflètent le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe BANK OF AFRICA et se déclinent comme suit :

Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif
La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Stress Testing par facteur de risque

Le Groupe BANK OF AFRICA réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scénarii extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place par BANK OF AFRICA - BMCE Group a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro-économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement à lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) : coefficient de liquidité selon les normes de Bâle III ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque. La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer en faisant appel à un ensemble de simulations de stress testing, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport à la MNI prévisionnelle.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen, long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossesments actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe.

L'objectif prioritaire de BANK OF AFRICA - BMCE Group au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels est la réduction de l'exposition aux risques opérationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de contrôle.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I.). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), Coordinateurs Risques Opérationnels et Relais Risques Opérationnels.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour l'atténuation de l'exposition aux risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Éviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

BANK OF AFRICA - BMCE Group dispose d'un dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier ou cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein de BANK OF AFRICA - BMCE Group est structurée en trois Comités RO :

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels ;
- Comité Risques Opérationnels Filiales ;
- Comité Risques Opérationnels Groupe.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentiels de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

Responsabilité sociale et environnementale

Le cadre de gestion des engagements de responsabilité environnementale, climatique et sociale de BANK OF AFRICA - BMCE Group est construit sur la base des valeurs de BANK OF AFRICA et de l'engagement sous-jacent à respecter les droits de l'homme et l'environnement. Il s'applique à toutes les filiales bancaires du Groupe et à celles liées au secteur bancaire. Aussi, il y a lieu de préciser que ce cadre s'applique à tous les produits et services financiers proposés par la Banque.

Les systèmes d'identification, de mesure de d'analyses internes des risques ECS sont désormais étroitement liés à la gestion quotidienne des risques opérationnels.

RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays ;
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la fiche pays et sa notation ;
- Allocation des limites pays ;
- Reporting et alertes ;
- Provisionnement.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

STRESS TESTING

Le Stress Testing consiste à analyser les différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant les activités du groupe et qui touchent aux volets crédits, marché et risque pays. Il vise d'une part à renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuelles situations de risque, et d'autre part à permettre une meilleure allocation des fonds propres.

Le Groupe BANK OF AFRICA intègre le stress testing comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de stress test sont réalisés régulièrement en sus des reportings semestriels instaurés par le régulateur.

DISPOSITIF ICAAP :

L'Internal Capital Adequacy Assessment Process (ICAAP) est un processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes. Il a pour but d'assurer en permanence une adéquation entre les fonds propres et l'ensemble des risques significatifs de la banque.

L'ICAAP s'articule autour de 3 axes principaux :

- La définition et le pilotage de l'appétit au risque de BANK OF AFRICA S.A
- L'identification et le pilotage des risques ainsi que la mise en place d'un capital buffer visant à couvrir les risques du pilier 2 (risque de taux, de liquidité, de concentration, conformité...).
- Le processus ICAAP (Internal Capital Adequacy Assesment Process) permet de définir une structure des fonds propres, des projections dynamiques de ratios de solvabilité et des exigences en capital additionnel

Pour compléter ce processus, la banque procède à des simulations et des stress-tests basés sur plusieurs critères pour évaluer l'impact des facteurs de risque sur sa capacité de résistance en termes de fonds propres.

La mise en place du dispositif du risk appetite s'est concrétisée par l'intégration de deux référentiels cadres à savoir :

- Le risque appetite framework qui décrit le schéma de gouvernance et d'organisation, le processus de définition et la déclinaison de l'appétit pour le risque au sein de la banque.
- Le risk appetite statement qui définit en cohérence avec le plan stratégique de développement du Groupe, les dimensions du risk appetite qui reflètent le profil de risque de la banque.

Ces dimensions sont déclinées en indicateurs quantitatifs auxquels des seuils ont été associés.

La Filère Risques veille à bien articuler le dispositif d'appétit au risque avec le processus d'allocation des fonds propres et le système des limites. Pour les principaux risques, l'appétit pour le risque du Groupe est encadré par des limites et des seuils d'alerte. Ces indicateurs permettent de conforter l'atteinte des valeurs cibles du Groupe et d'orienter le profil de rentabilité du Groupe.

PLAN DE REDRESSEMENT DE CRISE INTERNE (PRCI) :

Dans le cadre des nouvelles dispositions de la circulaire 4/W/2017 de Bank Al Maghrib relative à la mise en place du Plan de Redressement de Crise Interne (PRCI), BANK OF AFRICA a pris les dispositions nécessaires afin de se conformer à cette réglementation.

Ce dispositif de prévention a pour objet d'évaluer la résilience du Groupe BANK OF AFRICA, en tant qu'établissement systémique, en cas de crise extrême et d'identifier les leviers pour rétablir sa viabilité sur les volets solvabilité, liquidité, qualité des actifs et rentabilité. Aussi, les différents risques auxquels le groupe est exposé, ont été couverts par ce PRCI, à savoir : le risque de crédit, le risque de marché, le risque pays, les risques de gestion du bilan, les risques opérationnels, le risque de cybercriminalité, le risque de non-conformité et le risque de réputation.

Ainsi, une taxonomie des risques du Groupe a été élaboré en articulation avec le dispositif ICAAP, le renforcement des simulations de crise interne en se basant sur des scénarii extrêmes mais plausibles et qui couvrent l'ensemble des risques encourus par le Groupe.

Les travaux menés ont abouti à la définition du périmètre significatif pouvant être sujet à une crise majeure (entités significatives, activités fondamentales ou encore fonctions critiques). Des scénarii de crises ont été définis, et ont fait l'objet de simulation et de calculs d'impact. En outre, le contexte de la crise sanitaire Covid-19 a été pris en compte en simulant une évolution pessimiste et extrême de la pandémie, sur le modèle des scénarii considérés par le FMI.

Ainsi, pour chaque impact estimé, des mesures de rétablissement ont été définies avec pour objectifs de restaurer la viabilité financière de la banque via des leviers préalablement identifiés et quantifiés. A ce propos, une revue de la liste des mesures de redressement a été opérée, et ce en détaillant les mesures préparatoires et prérequis, risques opérationnels et financiers pour faciliter la mise en œuvre des mesures de redressement ainsi que la hiérarchisation des mesures définies.

BANK OF AFRICA BMCE GROUP a mis en place un dispositif de suivi d'indicateurs précoce en vue de détecter les crises en temps opportun et a défini des indicateurs devant déclencher les mesures de rétablissement. Le suivi de ces indicateurs fait partie du dispositif global de gestion des risques du Groupe et de leur surveillance.

Aussi, ce plan a fait l'objet d'une actualisation annuelle conformément aux dispositions réglementaires en la matière. L'objectif étant d'en faire un véritable levier de prévention des risques.

ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Table with 5 columns: Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions, 31/12/2020, Total, 31/12/2019, Total. Rows include ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT, Titres de créance négociables, Obligations, Actions et autres titres à revenu variable, etc.

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

	31/12/2020			31/12/2019		
	Valeur Au Bilan	Gains Latents	Pertes Latentes	Valeur Au Bilan	Gains Latents	Pertes Latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 222 818	28 510	-8 188	1 667 868	5 756	-986
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	4 642 101	1 644 938	-531 638	4 446 599	1 624 365	-528 048

PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU COUT AMORTI

	31/12/2020	31/12/2019
Comptes à vue	8 037 532	8 927 092
Prêts	14 339 572	12 522 277
Dont prêts de trésorerie JJ	284 908	1 162 815
Opérations de pension	97 766	1 058 308
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	22 474 870	22 507 677
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-82 607	-103 938
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	22 392 263	22 403 739

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	31/12/2020	31/12/2019
Comptes à vue	5 380 050	3 722 868
Emprunts	34 294 079	28 000 311
Dont emprunt de trésorerie JJ	900 951	982 242
Opérations de pension	20 286 352	13 348 666
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	59 960 481	45 071 844

PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AU COUT AMORTI

	31/12/2020	31/12/2019
Comptes ordinaires débiteurs	20 097 645	22 366 723
Prêts consentis à la clientèle	156 274 631	149 857 647
Opérations de pension	19 230 084	13 272 162
Opérations de location-financement	14 542 223	15 393 383
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	210 144 583	200 889 916
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-15 977 884	-14 244 325
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	194 166 699	186 645 590

VENTILATION DES PRÊTS & CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DES DÉPRECIATIONS PAR BUCKET

	31/12/2020							
	Créances et Engagements				Dépréciation			
	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 227 511			1 227 511	4 689			4 689
Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP recyclables	1 227 511			1 227 511	4 689			4 689
Actifs Financiers au coût amorti	233 347 022	18 734 128	18 346 917	270 428 067	1 964 282	2 724 683	11 855 532	16 544 497
Prêts et créances sur les établissements de crédit	22 390 038	81 101	3 730	22 474 870	78 624	1 410	2 572	82 606
Prêts et créances sur la clientèle	173 148 370	18 653 027	18 343 186	210 144 583	1 401 649	2 723 273	11 852 961	15 977 883
Titres de dettes	37 808 614			37 808 614	484 009			484 009
Total Actif	234 574 533	18 734 128	18 346 917	271 655 578	1 968 971	2 724 683	11 855 532	16 549 187
Total Hors Bilan	39 602 670	181 952	132 174	39 916 795	170 296	2 015	112 059	284 370

	31/12/2019							
	Créances et Engagements				Dépréciation			
	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 670 649			1 670 649	2 781			2 781
Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP recyclables	1 670 649			1 670 649	2 781			2 781
Actifs Financiers au coût amorti	221 226 961	15 371 015	17 091 320	253 689 296	1 516 007	2 301 870	10 779 341	14 597 218
Prêts et créances sur les établissements de crédit	22 452 542		55 134	22 507 676	42 491		61 447	103 938
Prêts et créances sur la clientèle	168 550 807	15 302 923	17 036 186	200 889 916	1 225 658	2 300 774	10 717 894	14 244 326
Titres de dettes	30 223 612	68 092		30 291 704	247 858	1 096		248 954
Total Actif	222 897 610	15 371 015	17 091 320	255 359 945	1 518 788	2 301 870	10 779 341	14 599 999
Total Hors Bilan	42 625 611	299 696	304 150	43 229 457	218 489	2 934	74 153	295 576

DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	31/12/2020	31/12/2019
Comptes ordinaires créditeurs	123 589 148	110 457 223
Comptes à terme	27 987 454	37 779 950
Comptes d'épargne	40 416 733	38 630 433
Bons de caisse	4 066 640	5 160 093
Opérations de pension	1 441 848	841 915
Autres comptes créditeurs	9 585 018	9 947 043
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	207 086 841	202 816 657

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

	31/12/2020	31/12/2019
Banque au Maroc	133 306 866	134 325 817
Services Financiers Spécialisés	892 652	949 775
Activités à l'international	72 887 323	67 541 065
Gestion d'actifs		
Autres Activités		
TOTAL EN PRINCIPAL	207 086 841	202 816 657
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	207 086 841	202 816 657

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	31/12/2020	31/12/2019
Maroc	134 199 518	135 275 592
Afrique	71 263 744	65 790 252
Europe	1 623 579	1 750 813
TOTAL EN PRINCIPAL	207 086 841	202 816 657
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	207 086 841	202 816 657

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

	31/12/2020			31/12/2019		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	16 586 788	7 641 612	8 945 177	16 399 314	7 176 811	9 222 503
Terrains et constructions	5 364 770	965 877	4 398 892	5 206 424	749 254	4 457 170
Équipement, Mobilier, Installations	4 755 621	3 172 975	1 582 646	4 738 934	3 036 637	1 702 297
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	6 466 397	3 502 759	2 963 638	6 453 955	3 390 920	3 063 036
Immobilisations incorporelles	2 838 934	1 528 922	1 310 012	2 510 479	1 431 323	1 079 156
Logiciels informatiques acquis	1 872 779	1 198 614	674 165	1 635 013	1 126 441	508 571
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	966 156	330 308	635 848	875 466	304 881	570 585
Immeubles de placements	3 821 904	137 094	3 684 810	3 926 892	126 668	3 800 224

CHARGES DES CONTRATS DE LOCATION

Détail des charges des contrats de location	31/12/2020	31/12/2019
Charges d'intérêts sur les dettes locatives	-52 667	-54 400
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	-227 010	-221 276

ACTIF AU TITRE DES DROITS D'UTILISATION

Actifs au titre de droits d'utilisation (preneur)	31/12/2020	31/12/2019
Immobilisations corporelles	8 945 178	9 222 503
Dont droits d'utilisation	1 092 975	1 190 571

PASSIF AU TITRE DE LA DETTE LOCATIVE

	31/12/2020	31/12/2019
Compte de régularisation et autres passifs	9 634 263	10 379 406
Dont dette locative	1 091 001	1 199 456

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAL (EN MAD)	2 056 066 480	1 998 205 000
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	205 606 648	199 820 500
Résultat Part groupe (EN MAD)	737 831 627	1 921 509 992
Résultat par Action (EN MAD)	3,59	9,62
Résultat dilué par Action (EN MAD)	3,59	9,62

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BANK OF AFRICA	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	61,96%	61,96%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LCB Bank	Banque	37,00%	37,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BOA GROUP	Holding Bancaire	72,41%	72,41%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,39%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
OPERATION GLOBAL SERVICE	Services Back-Office Bancaire	100,00%	100,00%	I.G.
FCP OBLIGATIONS PLUS	OPCVM	100,00%	100,00%	I.G.
BOA UGANDA	Banque	79,87%	78,63%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E
AFRICA MOROCCO LINKS	Transport Maritime	51,00%	51,00%	M E E
BANK AL TAMWIL WAL INMAA	Banque Participative	51,00%	51,00%	M E E

1 - PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX

- 1.1 - Les établissements de crédit sont tenus d'établir à la fin de chaque exercice comptable des états de synthèse aptes à donner une image fidèle de leur patrimoine, de leur situation financière, des risques assumés et de leurs résultats.
- 1.2 - La représentation d'une image fidèle, repose nécessairement sur le respect des sept principes comptables fondamentaux préconisés par la Norme Comptable Générale.
- 1.3 - Lorsque les opérations, événements et situations sont traduits en comptabilité dans le respect des principes comptables fondamentaux et des prescriptions du PCEC, les états de synthèse sont présumés donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, des risques assumés et des résultats de l'établissement de crédit.
- 1.4 - Dans le cas où l'application de ces principes et de ces prescriptions ne suffit pas à obtenir des états de synthèse une image fidèle, l'établissement de crédit doit obligatoirement fournir dans l'état des informations complémentaires (ETIC) toutes indications permettant d'atteindre l'objectif de l'image fidèle.
- 1.5 - Dans le cas exceptionnel où l'application stricte d'un principe ou d'une prescription se révèle contraire à l'objectif de l'image fidèle, l'établissement de crédit doit y déroger.
- Cette dérogation doit être mentionnée dans l'ETIC et être dûment motivée avec indication de son influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'établissement de crédit.
- 1.6 - Les principes comptables fondamentaux retenus se présentent comme ci-après :
- Principe de continuité d'exploitation.
 - Principe de permanence des méthodes.
 - Principe du coût historique.
 - Principe de spécialisation des exercices.
 - Principe de prudence.
 - Principe de clarté.
 - Principe d'importance significative.

2. Présentation

Les états de synthèse comprennent :

- les comptes du Siège central
- les comptes des agences établies au Maroc
- les comptes des succursales et agences établies à l'étranger (succursale de Paris, succursale de Shanghai, et l'agence de Tanger off Shore).
- Les opérations et soldes significatifs internes entre les différentes entités sont éliminés.

2.1. Principes généraux

- Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.
- La présentation des états de synthèse de BANK OF AFRICA est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

2.2. Créances sur les établissements de crédit et la clientèle et engagements par signature

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
- créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
- crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle)
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.
- Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses douteuses ou compromises,
- Après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, les créances en souffrance sont provisionnées à hauteur de :
 - 20 % pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet (évolution favorable, remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

2.3. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs mobilières.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.4. Portefeuilles de titres

2.4.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

2.4.2 Titres de Transaction.

Sont considérés comme des titres de transaction, les titres qui à l'origine sont :

- acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme dans le but d'en tirer un profit.
- détenus par l'établissement de crédit dans le cadre de son activité de mainteneur de marché, le classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock des titres fasse l'objet d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.
- acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille comprenant des instruments dérivés, des titres ou d'autres instruments gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.
- ou qui font l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage.

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.

2.4.3 Titres de Placement.

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Par défaut, il s'agit de titres qui ne sont pas classés dans une autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.

Les titres en provenance des catégories " Titres de l'activité de portefeuille " et " Titres de participation et parts dans les entreprises liées " font l'objet, à la date du transfert et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. Ils sont transférés dans la catégorie " Titres de placement " à cette valeur comptable.

Dans le cas où le titre proviendrait de la catégorie " Titres d'investissement ", il sera évalué à sa valeur nette comptable déterminée à la date du reclassement.

2.4.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour en procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelle que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

2.4.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit en :

- Titres de participation
- Participations dans les entreprises liées
- Titres de l'activité du portefeuille et
- Autres emplois assimilés

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis ; valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

2.4.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

2.5. Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

2.6. La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du " taux de clôture ".

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan de l'entité étrangère (Agence de Paris) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique (dotations) et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture - cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste " écart de conversion ".

Conversion des éléments du compte de résultat à l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice. Toutefois, les éléments de compte de résultat ont été convertis au cours de clôture car cette méthode ne fait pas apparaître de différence significative par rapport à la méthode du taux moyen.

2.7. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

2.8. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	Non amortissable
Brevets et marques	Durée de protection des brevets
Immobilisations en recherche et développement	1 an
Logiciels informatiques	5 ans
Autres éléments du fonds de commerce	Non amortissable

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeubles d'exploitation :	
Construits avant 1986	20 ans
Construits après 1986	40 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Agencements, aménagements et installations	10 ans
Parts des sociétés civiles	Non amortissables

2.9. Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

2.10. Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

2.11. Prise en compte des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (cautions, avais et autres ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charge dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base " flat " et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

2.12. Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

2.13. Engagements de retraite

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.

BILAN

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	4 700 288	5 110 572
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20 148 615	22 149 097
.- A vue	3 934 452	7 698 907
.- A terme	16 214 163	14 450 190
Créances sur la clientèle	126 812 254	116 625 100
.- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	38 746 351	35 594 227
.- Crédits et financements participatifs à l'équipement	20 263 591	22 104 094
.- Crédits et financements participatifs immobiliers	41 057 176	40 527 424
.- Autres crédits et financements participatifs	26 745 136	18 399 355
Créances acquises par affacturage	2 113 945	2 283 749
Titres de transaction et de placement	30 931 541	30 005 813
.- Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 458 897	10 154 073
.- Autres titres de créance	220 787	506 783
.- Titres de propriété	21 193 183	19 267 730
.- Certificats de Sukuks	58 674	77 227
Autres actifs	4 831 475	3 459 599
Titres d'investissement	8 433 543	4 375 064
.- Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 115 642	2 125 081
.- Autres titres de créance	4 317 901	2 249 983
.- Certificats de Sukuks	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	10 873 764	10 691 682
.- Participation dans les entreprises liées	8 892 226	8 630 476
.- Autres titres de participation et emplois assimilés	1 981 538	2 061 206
.- Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	200 743	192 807
Dépôts d'investissement placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	190 816	191 147
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	583 738	410 050
Immobilisations corporelles	5 395 263	5 470 550
TOTAL DE L'ACTIF	215 215 987	200 965 233

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	31/12/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DONNES	20 820 845	19 446 241
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	418 241	182 309
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 661 576	6 217 752
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	4 027 365	2 742 845
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	9 539 868	10 132 584
Titres achetés à réméré	78 358	78 357
Autres titres à livrer	95 437	92 394
ENGAGEMENTS RECUS	21 105 044	13 300 541
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	18 598 222	11 315 888
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	2 410 428	1 984 260
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	96 394	393
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	11 448 179	11 145 100
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	710 550	761 414
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 334 205	5 467 179
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	557 275	511 501
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	611 251	658 083
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	28 781	16 627
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	1 115 875	1 265 476
Autres produits bancaires	3 090 242	2 464 820
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 147 548	4 668 371
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1 250 026	1 279 079
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	1 052 972	1 282 212
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	229 687	255 028
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	16 216	13 568
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	2 598 647	1 838 484
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	6 300 631	6 476 729
Produits d'exploitation non bancaire	472 279	190 578
Charges d'exploitation non bancaire	29 683	63 685
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	3 432 499	3 645 941
Charges de personnel	1 553 520	1 631 096
Impôts et taxes	93 624	117 836
Charges externes	1 479 989	1 617 320
Autres charges générales d'exploitation	8 887	8 994
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	296 479	270 695
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	2 585 199	2 122 518
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 651 794	858 615
Pertes sur créances irrécouvrables	783 717	930 178
Autres dotations aux provisions	149 688	333 725
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	1 035 725	1 212 727
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	968 557	1 171 684
Recuperations sur créances amorties	27 808	30 543
Autres reprises de provisions	39 360	10 500
RESULTAT COURANT	1 761 253	2 047 889
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	762 260	35 100
RESULTAT AVANT IMPOTS	998 993	2 012 789
Impôts sur les résultats	274 812	640 941
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	724 181	1 371 848

(-) signifie moins
(+) signifie plus

PASSIF

En milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	37 034 499	22 630 542
.- A vue	2 539 628	1 932 813
.- A terme	34 494 871	20 697 729
Dépôts de la clientèle	134 792 521	134 441 241
.- Comptes à vue créditeurs	85 875 583	79 783 847
.- Comptes d'épargne	25 102 696	24 562 835
.- Dépôts à terme	17 674 709	23 723 341
.- Autres comptes créditeurs	6 139 533	6 371 218
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	8 166 405	9 372 817
.- Titres de créance négociables émis	7 666 405	8 872 817
.- Emprunts obligataires émis	500 000	500 000
.- Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	3 543 407	3 968 135
Provisions pour risques et charges	1 221 143	1 117 336
Provisions réglementées	514 706	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	9 594 473	9 590 170
Dépôts d'investissement reçus	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	17 568 566	16 474 865
Capital	2 056 066	1 998 204
Actionnaires, Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	20	75
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	724 181	1 371 848
TOTAL DU PASSIF	215 215 987	200 965 233

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
(+) Intérêts et produits assimilés	6 602 029	6 740 094
(-) Intérêts et charges assimilés	2 532 685	2 816 318
MARGE D'INTERET	4 069 344	3 923 776
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	28 781	16 627
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	16 216	13 568
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET LOCATION	12 565	3 059
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS D'IJARA (1)	-	-
(+) Commissions perçues	1 315 378	1 570 234
(-) Commissions servies	340 759	404 709
MARGE SUR COMMISSIONS (1)	974 619	1 165 525
(+) résultat des opérations sur titres de transaction	606 715	743 976
(+) résultat des opérations sur titres de placement	56 533	-14 934
(+) résultat des opérations de change	343 740	394 452
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-108 323	-130 313
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ (1)	898 665	993 181
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	611 279	658 083
(-) Diverses autres charges bancaires	265 843	266 893
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	6 300 629	6 476 731
(+) résultat des opérations sur ommobilisations financières (2)	-41 283	17 104
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	464 029	168 460
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	20 302	62 874
(-) Charges générales d'exploitation	3 432 499	3 645 941
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	3 270 574	2 953 480
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagement par signatures en souffrance	-1 439 147	-586 567
(+) autres dotations nettes de reprises aux provisions	-70 175	-319 024
RESULTAT COURANT	1 761 253	2 047 889
RESULTAT NON COURANT	-762 260	-35 100
(-) Impôts sur les résultats	274 812	640 941
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	724 181	1 371 848

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	10 761 260	10 452 239
(+) Récupérations sur créances amorties	27 808	30 543
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	79 997	190 578
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	7 789 295	4 940 728
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	1 029 683	63 685
(-) Charges générales d'exploitation versées	3 136 020	3 375 246
(-) Impôts sur les résultats versés	274 812	640 940
I.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	-1 360 744	1 652 761
Variation des :		
(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 000 482	-1 503 654
(+) Créances sur la clientèle	-10 017 350	-6 672 571
(+) Titres de transaction et de placement	-925 728	-4 824 869
(+) Autres actifs	-1 323 245	876 455
(-) Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	331	-39 881
(+) Immobilisations données en Ijara	-	-
(+) Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés	-	-
(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	14 403 957	2 760 604
(+) Dépôts de la clientèle	351 280	5 681 835
(+) Dettes envers la clientèle sur financements participatifs	-	-
(+) Titres de créance émis	-1 206 412	776 851
(+) Autres passifs	-426 824	-717 718
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	2 856 490	-3 662 948
III.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	1 495 746	-2 010 187
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières (1) (4)	102 355	432 351
(-) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles (4)	700 683	179 800
(-) Acquisition d'immobilisations financières (1)	2 214 714	1 328 397
(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	561 230	942 301
(+) Intérêts perçus	99 459	250
(+) Dividendes perçus	528 036	575 280
IV.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 345 410	-1 083 017
(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
(+) Emission de dettes subordonnées	4 303	5 299
(+) Dépôts d'investissement reçus	-	-
(+) Emission d'actions	-	2 970 415
(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
(-) Dépôts d'investissement remboursés (2)	-	-
(-) Intérêts versés	403 821	397 860
(-) Rémunérations versées sur dépôts d'investissement (3) (4)	-	-
(-) Dividendes versés	161 102	-
V.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-560 620	2 577 854
VI.VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	-410 284	-515 350
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	5 110 572	5 625 922
VIII.TRESORERIE A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	4 700 288	5 110 572

(1) Autres que les titres de Moucharaka et Moudaraba
(2) Y compris IRR utilisés
(3) Y compris PER utilisés
(4) Autres que ceux découlant des flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges

Fidèle:
Grant Thornton
L'Institut de la croissance

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc



11, Avenue Bir Kacem
Squaiel
Rabat

BANK OF AFRICA BMCE GROUP
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de BANK OF AFRICA BMCE GROUP comprenant le bilan, l'hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 29943.306 dont un bénéfice net de KMAD 724.181, relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque. Cette situation provisoire a été arrêtée par le Conseil d'Administration le 26 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BANK OF AFRICA BMCE GROUP dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de donations, pour un montant total de 4,7 milliards de dirhams au 31 décembre 2020. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 31 décembre 2020.

Sur la base de notre examen limité, et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de BANK OF AFRICA BMCE GROUP arrêtés au 31 décembre 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe relative aux effets de la pandémie de Covid-19 sur la situation provisoire au 31 décembre 2020.

Casablanca, le 26 mars 2021

FIDAROC GRANT THORNTON



Faïçal MEKOUAR
Associé

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
Comptes ordinaires débiteurs	2 905 099	301 965	1 831 665	3 202 925	8 241 654	10 664 369
Valeurs reçues en pension	-	66 589	-	-	66 589	1 029 412
Au jour le jour	-	60 062	-	-	60 062	1 029 412
A terme	-	6 527	-	-	6 527	-
Prêts de trésorerie	-	3 426 762	1 155 329	1 189 008	5 771 099	6 320 310
Au jour le jour	-	-	296 993	26 714	323 707	1 057 559
A terme	-	3 426 762	858 336	1 162 293	5 447 391	5 262 751
Prêts financiers	-	278 578	6 919 180	85 530	7 283 288	5 841 192
Autres créances	2 895 759	254 891	-	289 136	3 439 786	3 364 364
Intérêts courus à recevoir	-	35 825	7 966	2 696	46 487	40 017
Créances en souffrance	-	-	0	-	0	4
TOTAL	5 800 858	4 364 610	9 914 140	4 769 295	24 848 903	27 259 669

En milliers de DH

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèles		
Crédits de trésorerie	292 857	1 709 578	26 093 533	2 602 571	30 698 539	27 061 774
Comptes à vue débiteurs	246 498	1 709 578	11 058 587	1 754 901	14 769 564	16 713 954
Créances commerciales sur le Maroc	2 975	-	2 888 684	3 620	2 895 279	3 482 686
Crédits à l'exportation	-	-	406 504	355 036	761 540	1 051 531
Autres crédits de trésorerie	43 384	-	11 739 758	489 014	12 272 156	5 813 603
Crédits à la consommation	-	-	28 879	7 658 231	7 687 110	8 162 481
Crédits à l'équipement	4 641 851	403 269	13 432 418	1 510 140	19 987 678	21 817 758
Crédits Immobiliers	104 888	-	9 539 816	31 321 635	40 966 339	40 440 737
Autres crédits	2 000 000	19 136 100	1 741 574	145 508	23 023 182	15 264 242
Créances acquises par affectage	1 713 774	-	400 171	-	2 113 945	2 283 749
Intérêts courus à recevoir	68 626	35 766	465 084	157 976	727 452	742 995
Créances en souffrance	314	-	1 808 038	1 913 602	3 721 954	3 135 112
Créances pré-douteuses	-	-	63 194	566 655	629 849	520 012
Créances douteuses	-	-	707 766	297 312	1 005 078	1 065 974
Créances compromises	314	-	1 037 078	1 049 635	2 087 027	1 549 126
TOTAL	8 822 310	21 284 713	53 509 513	45 309 663	128 926 199	118 908 849

En milliers de DH

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

	Ets de crédit et assimilés	Emetteurs privés		Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	
		Financiers	Non Financiers			
Titres cotés	4 991	4 366 378	21 187 560	633	25 559 561	23 440 279
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	3 513 131	-	-	3 513 131	2 867 631
Obligations	-	853 247	-	-	853 247	1 308 057
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	4 991	-	21 187 560	633	21 193 183	19 264 591
Certificats de Sukuks	-	-	-	-	-	-
Titres non cotés	6 563	10 985 208	826 802	1 986 951	13 805 523	10 940 599
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	9 999 291	-	-	9 999 291	9 312 684
Obligations	-	860 356	826 802	1 837 429	3 524 586	998 208
Autres titres de créance	6 563	-	-	-	6 563	328 935
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuks	-	58 674	-	-	58 674	77 227
Intérêts courus	-	66 887	-	149 522	216 409	223 545
TOTAL	11 553	15 351 586	22 014 361	1 987 584	39 365 084	34 380 877

En milliers de DH

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 019 297	9 019 297	-	-	-	-
Obligations	84 000	84 000	-	-	-	-
Autres titres de créance	136 787	136 787	-	-	-	-
Titres de propriété	21 052 157	21 052 157	-	-	-	-
Certificats de Sukuks	58 674	58 674	-	-	-	-
Titres de placement	621 368	580 626	621 368	-	40 742	40 742
Bons du Trésor et valeurs assimilées	479 829	439 600	479 829	-	40 228	40 228
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	141 539	141 026	141 539	-	514	514
Titres d'investissement	8 433 543	8 433 543	8 467 442	98 307	46 902	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 115 642	4 115 642	4 093 395	-	22 247	-
Obligations	4 293 833	4 293 833	4 367 485	98 307	24 655	-
Autres titres de créance	24 068	24 068	6 563	-	-	-
TOTAL	39 405 827	39 365 084	9 088 810	98 307	87 645	40 742

En milliers de DH

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTÈLE SOCIALE

	31/12/2020		31/12/2019	
	Créances	Provisions	Créances	Provisions
Créances pré-douteuses	753 656	123 807	583 342	63 330
Créances douteuses	2 125 768	1 120 691	2 123 458	1 057 483
Créances compromises	6 863 795	4 776 768	5 897 572	4 348 445
TOTAL	9 743 220	6 021 266	8 604 372	5 469 259

En milliers de DH

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

ACTIF	31/12/2020		31/12/2019	
	Montant	Provisions	Montant	Provisions
Instruments optionnels achetés	-	-269	-	-59 121
Opérations diverses sur titres	324 924	-	276 293	-
Débiteurs divers	985 476	-	1 066 599	-
Sommes dues par l'Etat	912 464	-	912 464	-
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	-	-
Sommes dues par le personnel	119 568	-	107 590	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	-	-
Divers autres débiteurs	54 695	-	46 545	-
Valeurs et emplois divers	4 943	-	9 403	-
Comptes de régularisation	3 516 401	-	2 166 424	-
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	186 413	-	54 670	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	186 413	-	54 670	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	-	-	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	141 631	-	176 716	-
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	246 489	-	313 697	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	1 298 854	-	330 432	-
Produits à recevoir	472 134	-	321 662	-
Charges constatées d'avance	826 719	-	8 770	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	-	-	-	-
Autres comptes de régularisation	1 643 014	-	1 290 909	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-	-	-
TOTAL	4 831 475	-	3 459 599	-

En milliers de DH

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

	Montant brut au début de l'exercice	Reclassement Brut au cours de l'exercice/Autres variations	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions					
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Reclassement amortissement au cours de l'exercice / Autres variations	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	951 333	-3 980	249 391	-	1 196 745	541 283	145	71 578	-	613 006	583 738
Droit au bail	97 073	16	-	-	97 089	-	-	-	-	-	97 089
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	854 260	-3 996	249 391	-	1 099 656	541 283	145	71 578	-	613 006	486 649
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	9 624 001	-30 204	420 183	414 519	9 599 462	4 153 451	-7	224 901	174 148	4 204 197	5 395 265
Immeubles d'exploitation	1 611 397	-	264 690	133 010	1 743 077	439 071	-	32 884	89 312	382 643	1 360 434
Terrain d'exploitation	238 940	-	3 191	10 964	231 167	-	-	-	-	-	231 167
Immeubles d'exploitation - Bureaux	1 372 457	-	261 499	122 046	1 511 971	439 071	-	32 884	89 312	382 643	1 129 267
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilier et matériel d'exploitation	1 974 246	-30 155	82 694	36 914	1 989 871	1 673 220	-33	62 941	1 016	1 735 112	254 759
Mobilier de bureau d'exploitation	555 920	-30 145	50 943	36 208	540 510	392 735	-60	16 752	1 016	408 412	132 099
Matériel de bureau d'exploitation	217 064	15	4 437	-	221 516	196 155	-12	8 969	-	205 136	16 380
Matériel informatique	1 018 568	-25	26 325	-	1 044 868	950 010	14	23 289	-	973 313	71 555
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	75 303	-	883	705	75 481	44 574	-	11 071	-	55 445	19 835
Autres matériel d'exploitation	107 392	-	105	-	107 496	89 746	-	2 860	-	92 607	14 890
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	2 196 257	-16	32 743	105 707	2 123 278	1 732 396	25	93 017	73 004	1 752 435	370 843
Immobilisations corporelles hors exploitation	3 842 102	-33	40 056	138 889	3 743 236	3 088 764	-	36 059	10 816	334 007	3 409 229
Terrain hors exploitation	3 038 311	-	7 600	119 188	2 926 723	-	-	-	-	-	2 926 723
Immeubles hors exploitation	654 427	-	30 400	19 701	665 126	194 677	-	30 067	10 816	213 928	451 199
Mobilier et matériel hors exploitation	69 027	-	686	-	69 713	51 622	-	2 844	-	54 466	15 247
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	80 337	-33	1 371	-	81 674	62 465	-	3 148	-	65 613	16 061
TOTAL	10 575 335	-34 183	669 574	414 519	10 796 207	4 694 735	138	296 479	174 148	4 817 204	5 979 003

En milliers de DH

CRÉANCES SUBORDONNÉES

	Montant			31/12/2019 Net	Dont entreprises liées et apparentées	
	Brut	31/12/2020			31/12/2020 Net	31/12/2019 Net
		Provisions	Net			
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	193 551	-				

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Réajustement	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
						Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	225 646	15 494	-	412	241 552	16 216	50 735	-	-	-	190 816
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles	6 459	-	-	102	6 561	325	1 624	-	-	-	4 937
Crédit-bail mobilier	74 000	5 099	-	309	79 408	10 466	41 863	-	-	-	37 545
Crédit-bail mobilier en cours	-	5 099	-	309	5 408	-	-	-	-	-	5 408
Crédit-bail mobilier loué	74 000	-	-	-	74 000	10 466	41 863	-	-	-	32 137
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier	145 188	9 334	-	-	154 522	5 425	7 249	-	-	-	147 274
Crédit-bail immobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier loué	145 188	9 334	-	-	154 522	5 425	7 249	-	-	-	147 274
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir	-	1 060	-	-	1 060	-	-	-	-	-	1 060
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisation données en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens mobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	225 646	15 494	-	412	241 552	16 216	50 735	-	-	-	190 816

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
Comptes ordinaires créditeurs	-	81 819	274 465	1 356 826	1 713 110	1 272 908
Valeurs reçues en pension	12 350 493	2 916 668	3 397 884	1 617 052	20 282 097	13 347 665
Au jour le jour	-	250 039	-	-	250 039	-
A terme	12 350 493	2 666 629	3 397 884	1 617 052	20 032 058	13 347 665
Emprunts de trésorerie	-	1 681 575	7 363 810	1 927 552	10 972 937	5 372 224
Au jour le jour	-	267 144	60 000	249 334	576 478	659 904
A terme	-	1 414 431	7 303 810	1 678 218	10 396 459	4 712 320
Emprunts financiers	-	1 326 686	351 604	1 893 785	3 572 075	1 475 820
Autres dettes	9 212	398	4 808	445 240	459 658	1 140 072
Intérêts courus à payer	2 641	7 152	14 841	9 987	34 622	21 852
TOTAL	12 362 346	6 014 298	11 407 412	7 250 442	37 034 499	22 630 542

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de DH

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Instruments optionnels vendus	-6 718	-37 162
Opérations diverses sur titres	98 220	187 427
Créditeurs divers	1 167 403	1 590 158
Sommes dues à l'Etat	1 021 855	1 232 875
Sommes dues aux organismes de prévoyance	49 955	45 153
Sommes diverses dues au personnel	129 844	178 784
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	23	12
Fournisseurs de biens et services	-13 387	418
Divers autres créditeurs	-20 888	132 916
Comptes de régularisation	2 284 503	2 227 712
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	160 221	2 578
Comptes d'écart sur devises et titres	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	54 246	290 130
Charges à payer et produits constatés d'avance	282 050	281 298
Autres comptes de régularisation	1 787 986	1 653 706
TOTAL	3 543 407	3 968 135

PROVISIONS

En milliers de DH

	Encours 31/12/2019	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2020
Provisions déduites de l'Actif :	6 062 477	1 734 705	1 144 565	- 5 631	6 646 987
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	51 616	-	51 611	-	5
Créances sur la clientèle	5 294 335	1 641 149	916 945	- 954	6 017 584
Agios réservés	123 304	-	119 628	-	3 676
Titres de placements	42 962	40 742	43 719	604	40 590
Titres de participation et emplois assimilés	549 870	52 814	12 265	- 5 287	585 131
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	390	-	396	6	-
Provisions inscrites au Passif :	1 117 335	623 389	4 879	- 2	1 735 843
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	12 488	11 810	-	-	24 298
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	1 074 602	2 923	-	-	1 077 525
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	30 245	93 951	4 879	- 2	119 315
Provisions réglementées	-	514 706	-	-	514 706
TOTAL GENERAL	7 179 812	2 358 095	1 149 444	- 5 633	8 382 830

TITRES DE CREANCES EMIS

En milliers de DH

Ligne	Date début	Échéance	Taux	Volume
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	28/03/2019	28/03/2021	2,76%	340 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	16/04/2019	16/04/2021	2,74%	805 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	30/04/2019	30/04/2021	2,71%	365 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	08/05/2019	08/05/2021	2,68%	15 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	02/08/2019	02/08/2021	2,70%	160 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	09/09/2019	09/09/2021	2,68%	50 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	09/09/2019	09/09/2022	2,76%	225 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	15/10/2019	15/10/2022	2,79%	765 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	03/12/2019	03/12/2021	2,67%	350 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	03/12/2019	03/12/2022	2,75%	615 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	16/01/2020	14/01/2021	2,54%	200 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	16/01/2020	16/01/2023	2,72%	200 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	07/04/2020	06/04/2021	2,70%	150 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	27/05/2020	26/05/2021	2,75%	800 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	13/05/2020	13/05/2021	2,75%	350 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	14/10/2020	14/04/2021	1,77%	50 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	14/10/2020	14/10/2021	1,94%	235 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	14/10/2020	14/10/2022	2,20%	450 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	05/11/2020	06/05/2021	1,85%	870 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	22/12/2020	22/06/2021	1,80%	70 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	22/12/2020	21/12/2021	2,01%	320 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	22/12/2020	22/12/2022	2,22%	200 000,00
TOTAL				7 585 000

CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Encours 31/12/2019	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2020
Écarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	16 474 865	372 800	720 901	17 568 566
Réserve légale	460 306	-	460 306	460 306
Autres réserves	7 647 439	372 800	- 13 945	8 006 294
Primes d'émission, de fusion et d'apport	8 367 120	-	734 846	9 101 966
Capital	1 998 205	-	57 861	2 056 066
Capital appelé	1 998 205	-	57 861	2 056 066
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	74	- 54	-	20
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 371 848	- 1 371 848	-	724 181
TOTAL	19 844 992	- 999 102	778 762	20 348 834

DETTES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité	Montant de l'emprunt monnaie nationale en (contre-valeur KMAD)
DH	150 000	1	6,95%	Perpétuel	-	150 000
DH	850 000	1	4,31%	Perpétuel	-	850 000
DH	950 000	1	4,30%	Perpétuel	-	950 000
DH	50 000	1	5,30%	Perpétuel	-	50 000
DH	160 000	1	6,18%	10 ans	-	160 000
DH	50 000	1	6,18%	10 ans	-	50 000
DH	790 000	1	3,70%	10 ans	-	790 000
DH	154 500	1	5,64%	10 ans	-	154 500
DH	845 500	1	3,42%	10 ans	-	845 500
DH	626 000	1	4,74%	10 ans	-	626 000
DH	1 374 000	1	3,40%	10 ans	-	1 374 000
DH	447 200	1	3,74%	10 ans	-	447 200
DH	78 900	1	3,74%	10 ans	-	78 900
DH	1 473 900	1	3,23%	10 ans	-	1 473 900
DH	200 000	1	7,05%	Perpétuel	-	200 000
DH	800 000	1	5,57%	Perpétuel	-	800 000
DH	400 000	1	3,18%	5 ans	-	400 000
						9 400 000

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	31/12/2020	31/12/2019
Engagements de financement et de garantie donnés	20 647 050	19 275 490
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	418 241	182 310
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	418 241	182 310
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	6 661 576	6 217 752
Crédits documentaires import	2 946 978	2 538 217
Acceptations ou engagements de payer	543 183	766 203
Ouvertures de crédit confirmés	1 415 124	1 539 861
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	5	6 859
Autres engagements de financement donnés	1 756 287	1 366 613
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	4 027 365	2 742 845
Crédits documentaires export confirmés	18 960	3 942
Acceptations ou engagements de payer	1 053	3 503
Garanties		

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

En milliers de DH			
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'Actif ou du Hors Bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	11 326 473		
Autres titres	6 831 716		
Hypothèques	103 192 544		
Autres valeurs et sûretés réelles	239 909 625		
TOTAL	361 260 357		
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du Hors Bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	17 114 493		
Autres titres	776 934		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	17 891 427		

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

En milliers de DH	
BILAN	Montant
Actif	36 871 526
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	140 503
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	14 547 626
Créances sur la clientèle	8 920 820
Titres de transaction et de placement et d'investissement	7 101 054
Autres actifs	532 318
Titres de participation et emplois assimilés	5 345 089
Créances subordonnées	193 551
Immobilisations données en crédit-bail et location	86 396
Immobilisations incorporelles et corporelles	4 169
Passif	32 842 393
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	27 131 095
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 222 108
Dépôts de la clientèle	162 261
Titres de créance émis	326 929
Autres passifs	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
Hors bilan	
Engagements donnés	5 055 411
Engagements reçus	2 871 119

RÉSEAU

En nombre		
	31/12/2020	31/12/2019
Guichets permanents	719	735
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	862	887
Succursales et agences à l'étranger	41	41
Bureaux de représentation à l'étranger	5	5

COMMISSIONS

En milliers de DH		
	31/12/2020	31/12/2019
Commissions perçues	1 315 378	1 570 234
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Sur opérations avec la clientèle	430 777	446 240
Sur opérations de change	199 503	304 758
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	39 149	45 575
Sur produits dérivés	-	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	21 128	23 963
Sur moyens de paiement	368 922	417 736
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	42 148	52 733
Sur autres prestations de service	213 751	279 229
Commissions versées	340 759	404 709
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Sur opérations avec la clientèle	-	-
Sur opérations de change	102 395	137 641
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
Sur produits dérivés	268	13
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	13 530	15 278
Sur moyens de paiement	88 889	95 220
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	-	-
Sur autres prestations de service	135 676	156 557

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

En milliers de DH		
PRODUITS ET CHARGES	31/12/2020	31/12/2019
Produits	2 890 711	2 160 064
Gains sur les titres de transaction	1 259 316	1 058 990
Plus-value de cession sur titres de placement	56 918	21 993
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	43 643	10 282
Gains sur les produits dérivés	266 938	112 851
Gains sur les opérations de change	1 263 897	955 948
Charges	1 992 046	1 166 882
Pertes sur les titres de transaction	652 601	315 014
Moins valeur de cession sur titres de placement	3 286	4 246
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	40 742	42 962
Pertes sur les produits dérivés	375 260	243 165
Pertes sur opérations de change	920 157	561 495
RÉSULTAT	898 665	993 181

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

En milliers de DH		
CHARGES	31/12/2020	31/12/2019
Charges de personnel	1 553 520	1 631 096
Impôts et taxes	93 624	117 836
Charges extérieures	1 488 876	1 626 313
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	296 479	270 695

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DÉPÔTS

En milliers de DH				
	Nombre de comptes		Montants	
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
Titres dont l'établissement est dépositaire	38 705	38 343	237 468 249	227 531 051
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	93	92	113 999 547	108 546 820
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

En milliers de DH		
CATÉGORIE DE TITRES	31/12/2020	31/12/2019
Titres de participation	11 440	14 630
Participations dans les entreprises liées	537 291	561 465
Titres de l'activité de portefeuille	133	2 914
Emplois assimilés	62 387	79 074
TOTAL	611 251	658 083

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH		
PRODUITS ET CHARGES	31/12/2020	31/12/2019
Produits et charges		
Autres produits et charges bancaires	491 595	626 336
Autres produits bancaires	3 090 242	2 464 820
Autres charges bancaires	2 598 648	1 838 484
Produits et charges d'exploitation non bancaires	442 597	126 892
Produits d'exploitation non bancaires	472 279	190 578
Charges d'exploitation non bancaires	29 683	63 685
Autres charges		
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 585 199	2 122 518
Autres produits		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 055 725	1 212 727

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL

En milliers de DH	
INTITULES	Montant
I- Résultat Net Comptable	724 182
<i>Bénéfice net</i>	
<i>Perte nette</i>	
II- Réintégration fiscales	957 749
1- Courantes	613 839
Charges non déductibles	53 242
Provision pour risques généraux	560 597
2- Non courantes	343 910
Impôts sur les sociétés	274 812
Provision impôt OPC	69 098
III- Déductions fiscales	930 201
1- Courantes	
Dividendes	557 201
2- Non courantes	
PV OPC	373 000
VI- Résultat net fiscal	751 730
Impôts sur les sociétés	
VI- Résultat net fiscal	

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

En milliers de DH	
I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 761 253
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	613 839
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	557 201
(=) Résultat courant théoriquement imposable	1 817 891
(-) Impôt théorique sur résultat courant	672 620
(=) Résultat courant après impôts	1 088 633

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

En milliers de DH				
	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	97 223	577 895	587 341	87 777
B- TVA à récupérer	52 107	426 428	417 241	61 294
Sur charges	49 189	327 280	338 437	38 032
Sur immobilisations	2 919	99 148	78 804	23 262
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	45 116	151 467	170 100	26 483

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

MONTANT DU CAPITAL : 1 998 204 600 DH

MONTANT DU CAPITAL SOCIAL SOUSCRIT NON APPELÉ : -

VALEUR NOMINALE DES TITRES : 10,00

En milliers de DH					
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
		Exercice précédent	Exercice actuel		
A- Actionnaires marocains					
Royale Marocaine d'Assurances	83, avenue des FAR 20000 - Casablanca	55 964 419	54 678 598	26,59%	26,59%
Holding Berjelloun Mezian	Avenue Californie	1 111 218	1 986 443	0,97%	0,97%
Société Financière du Crédit du Maghreb	67, avenue de l'Armée Royale 20000 - Casablanca	1 746 960	1 810 717	0,88%	0,88%
FINANCECOM	81-83, avenue des FAR 20000 - Casablanca	11 580 100	14 506 738	7,06%	7,06%
Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites	100, Boulevard Abdelmoumen-20340- Casablanca	7 803 996	8 088 813	3,93%	3,93%
Caisse de Dépôt et de Gestion	Place Moulay El Hassan - ex Piétri - BP 408 - Rabat	16 556 383	17 108 805	8,32%	8,32%
Groupe MAMDA/MCMA	Angle Avenue Mohammed VI et rue Houmane El Fatouaki - Rabat	9 947 519	10 310 567	5,01%	5,01%
Personnel					
BANK OF AFRICA - BMCE Group		2 258 693	2 245 325	1,09%	1,09%
SBVC ET DIVERS		33 154 821	33 322 397	16,21%	16,21%
TOTAL (1)		140 124 109	144 058 403	70,07%	70,07%
B- Actionnaires étrangers					
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67000 Strasbourg - France	48 972 796	50 492 025	24,51%	24,51%
CDC GROUP PLC	123, Victoria Street, Londres SW1E 6DE, Royaume-Uni	10 723 555	11 056 220	5,37%	5,37%
TOTAL (2)		59 696 351	61 548 245	29,87%	29,87%
TOTAL		199 820 460	205 606 648	100%	100%

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de DH			
A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du : 23 Juin 2020			
Report à nouveau	75	Réserves légales	-
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes	999 102
Résultats net de l'exercice	1 371 848	Autres affectations	372 821
Prélèvement sur les bénéfices	-		
Autres prélèvements	-		
TOTAL A	1 371 923	TOTAL B	1 371 923

RÉSULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En milliers de DH			
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Capitaux propres et assimilés	29 943 306	29 435 162	25 294 339
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	6 300 631	6 476 729	6 019 305
Résultat avant impôts	998 994	2 012 790	1 865 155
Impôts sur les résultats	274 812	640 940	519 477
Bénéfices distribués	999 102	897 317	897 317
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	372 800	446 300	590 800
Résultat par titre (en MAD)	-	-	-
Résultat net par action ou part sociale	0,0036	7	7
Bénéfice distribué par action ou part sociale	5	5	5
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 553 520	1 631 096	1 603 716
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	5 038	5 099	5 328

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I- DATATION	
Date de clôture (1)	31/12/2020
Date d'établissement des états de synthèse (2)	31/12/2020
(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHÈSE	
Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

EFFECTIFS

En nombre		
	31/12/2020	31/12/2019
Effectifs rémunérés	5 038	5 099
Effectifs utilisés	5 038	5 099
Effectifs équivalent plein temps	5 038	5 099
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-
Cadres (équivalent plein temps)	4 889	4 953
Employés (équivalent plein temps)	98	94
Dont effectifs employés à l'étranger	51	52

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RESIDUELLE

En milliers de DH						
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	6 919 265	1 990 735	1 613 998	4 391 351	1 252 461	16 167 810
Créances sur la clientèle	25 432 054	13 156 414	13 589 461	36 552 057	37 354 801	12

TITRES DE PARTICIPATION AU 31/12/2020
En milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	PRG	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION								
RADIO MEDITERRANÉE	Audiovisuel	708 260	196 650 000	36,02	70 827,10	-	-	708,27
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	Gest. de la place financière de Casablanca	500 000	500 000 000	10,00	50 000,00	-	-	500,00
TANGER MED ZONES	Sté d'aménagement	640 577	706 650 000	9,06	64 057,76	-	-	640,58
EMAT	Sté holding	80 473	8 047 300	100,00	30 364,80	30 364,80	-	-
FONCIERE EMERGENCE	Prom, Immobilier industriel et de services	363 935	400 214 174	8,06	37 056,60	-	-	370,57
ECOPARC DE BERRECHID	Sté d'aménagement	120 000	55 000 000	21,82	12 000,00	-	-	120,00
CENTRE MONÉTIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	109 990	98 200 000	11,20	11 000,00	-	-	110,00
Fonds de garantie de la commande publique	Fonds d'investissement	100 000	110 000 000	9,09	10 000,00	-	-	100,00
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.im.techno parc	56 500	46 000 000	12,28	5 650,00	-	-	56,50
BMCE Capital Real Estate	Gestion d'actifs immobiliers	12 495	5 000 000	24,99	1 249,50	-	-	12,50
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	12 000	600 000 USD	20,00	970,64	970,64	-	-
MITC CAPITAL	Ets financier	4 000	2 000 000	20,00	400,00	400,00	-	-
STE RECOURS	Gest. fonds MNF	3 750	2 500 000	15,00	375,00	375,00	-	-
511 TITRES DE PARTICIPATION					293 951,40	32 110,44		2 618,41
TITRES DES ENTREPRISES LIÉES								
BOA Group	Ets de crédit/étranger	435 192	93 154 535 €	72,41	2 961 158,83	-	2 961 158,83	2 961 158,83
BBI	Ets de crédit/étranger	157 659 285	157 659 285 €	100,00	1 916 978,95	-	1 916 978,95	1 916 978,95
STE SALAFIN	Crédit à la consommation	1 935 692	312 411 900	61,96	707 410,48	-	707 410,48	707 410,48
LITTORAL INVEST	Société immobilière	26 000	2 600 000	100,00	450 000,00	-	450 000,00	450 000,00
MAGHREBAIL	Crédit bail	726 220	138 418 200	52,47	370 770,14	-	370 770,14	370 770,14
LOCASOM	Location Longue durée	784 768	83 042 900	94,50	336 882,38	-	336 882,38	336 882,38
AFRICA MOROCCO LINKS	Transport Maritime	1 632 000	320 000 000	51,00	163 200,00	30 000,00	133 200,00	133 200,00
Q TOWER	Sté d'aménagement	9 600 000	2 000 000 000	48,00	786 844,86	-	786 844,86	786 844,86
BANK AL -TAMWEEL WA AL-INMA - BTI	Banque participative	2 040 000	400 000 000	51,00	204 000,00	-	204 000,00	204 000,00
BOA UGANDA	Ets de crédit/étranger	22 176 454	46 775 206 000 UGX	47,41	128 856,39	-	128 856,39	128 856,39
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	121 726	25 000 000 000 FCFA	32,38	137 924,64	-	137 924,64	137 924,64
HANOUBY	Distribution	76 486	16 767 900	45,60	121 815,27	121 815,27	-	-
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000	100 000 000	100,00	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	155 437	40 000 000	38,85	90 191,61	-	90 191,61	90 191,61
LCB BANK	Ets de crédit étranger	370 000	10 000 000 000 FCFA	37,00	76 819,08	-	76 819,08	76 819,08
RIYAD ALNOUR	Hôtellerie	3 000	300 000	100,00	78 357,44	-	78 357,44	78 357,44
SOCIETE D'AMENAGEMENT TANGER TECH - SA-TT	Sté d'aménagement	2 499 997	500 000 000	50,00	125 000,00	-	125 000,00	125 000,00
MAROC FACTORING	Factoring	450 000	45 000 000	100,00	51 817,45	-	51 817,45	51 817,45
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	Traitement de l'information	116 000	11 600 000	100,00	46 591,42	-	46 591,42	46 591,42
EUROSERVICES	Ets financier	3 768	4 831 000 €	78	41 203,46	-	41 203,46	41 203,46
BMCE CASH	Ets financier	279 995	28 000 000	99,99	44 000,00	-	44 000,00	44 000,00
BMCE IMMOBILIER	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700,00	-	29 700,00	29 700,00
RM EXPERT	Recouvrement créances	200 000	20 000 000	100,00	20 000,00	-	20 000,00	20 000,00
DOCUPRINT (STA)	Sté de service	50 000	5 000 000	100,00	19 000,00	-	19 000,00	19 000,00
ACMAR	Assurances et service	100 000	50 000 000	20,00	10 001,00	-	10 001,00	10 001,00
BMCE CAPITAL BOURSE (maroc inter titres)	Sté de bourse	67 500	10 000 000	67,50	6 750,00	-	6 750,00	6 750,00
STE FINANCIERE Italie	Société financière	600 000	600 000 EURO	100,00	6 561,06	6 561,06	-	-
BMCE CAPITAL GESTION (marfin)	Gestion OPCVM	250 000	25 000 000	100,00	6 442,93	-	6 442,93	6 442,93
Eurafric Informatique	Service Informatique	41 000	10 000 000	41,00	4 100,00	-	4 100,00	4 100,00
BMCE ASSURANCES	Assurances	15 000	1 500 000	100,00	3 025,00	-	3 025,00	3 025,00
OPERATION GLOBAL SERVICES SA OGS	Sces Back-office	50 000	5 000 000	100,00	5 000,00	-	5 000,00	5 000,00
IT International service	Sté de service informatique	3 100	31 000 EURO	100,00	338,99	338,99	-	-
AKENZA IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
SAISS IMMO NEJMA	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
SUX HILL PRIMERO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
SUX HILL SECONDO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
SUX HILL TERCIO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
NOUACER CITY IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
MOHIT IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
FARACHA IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
KRAKER IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
IKAMAT TILILA	Promotion immobilière	1 000	100 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
BERLY IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
ERRAHA NAKHIL	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
GOLEMPRIME IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
ISKANE PRIMERO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
JASPE IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
MAADEN SECONDO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
MONET IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
NEROPRIM IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
SALAM PRIMERO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
VILLASBUGAN IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
DENIM PRIMERO 1	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10,00	-	10,00	10,00
512 TITRES DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES					9 050 941,37	158 715,32	8 892 226,05	8 892 226,05
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE								
PROPARCO	Ets crédit multi-national	1 082 935	693 079 200 EUR	2,50	175 448,46	-	175 448,46	175 448,46
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger	923 105	207 075 338 EUR	0,45	174 353,21	174 353,21	-	-
E.S.I.	Ets crédit /étranger	467 250	500 400 000 EUR	0,93	150 089,51	150 089,51	-	-
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit/étranger	63 032	261 185 870 EUR	2,65	72 437,87	-	72 437,87	72 437,87
AMETHIS FINANCE Luxembourg	Sté d'invest en capital à risque	4 107	195 875 872 EUR	2,10	44 898,10	-	44 898,10	44 898,10
AMETHIS II	Sté d'invest en capital à risque	1 770	133 717 495 EUR	1,33	19 513,33	-	19 513,33	19 513,33
BOURSE DE CASABLANCA	Bourse des valeurs	310 014	387 517 900	8,00	31 373,42	-	31 373,42	31 373,42
MAROC NUMERIC FUND	Fonds d'investissement	150 000	75 000 000	20,00	15 000,00	7 565,96	7 434,04	7 434,04
MAROC NUMERIC FUND II	Fonds d'investissement	78 431	40 000 000	19,61	5 882,33	-	5 882,33	5 882,33
SEAF MOROCCO GROWTH FUND	Fonds d'investissement	60 000	94 222 200	6,37	6 000,00	-	6 000,00	6 000,00
BANQUE MAGHREBINE D'INVEST ET DU COMMERCE EXT	Ets crédit	6 000	150 000 000 USD	4,00	26 714,40	-	26 714,40	26 714,40
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	Fonds d'investissement	107 500	150 000 000	7,17	10 750,00	5 395,21	5 354,79	5 354,79
INMAA SA	Société de service	53 333	20 000 000	26,67	5 333,30	2 322,98	3 010,32	3 010,32
AFREXIM BANK (African Import Export)	Ets crédit /étranger	30	506 300 000 USD	0,059	2 746,48	-	2 746,48	2 746,48
FONDS MONETAIRE ARABE (ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	Ets financier	50	987 920 000 USD	0,03	2 671,44	-	2 671,44	2 671,44
AZUR FUND	Fonds d'investissement	96 279	219 581 400	4,38	965,10	-	965,10	965,10
FIROGEST	Fonds d'investissement	2 500	2 000 000	12,50	250,00	-	250,00	250,00
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE BANCAIRE	Gestion des fonds de garantie	588	1 000 000	5,88	58,80	-	58,80	58,80
515 TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE					744 485,74	339 726,86	404 758,88	404 758,88
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION								
CFG GROUP	Banque d'investissement	285 065	542 889 900	5,25	103 997,38	-	103 997,38	103 997,38
Mutandis SCA	Fonds d'investissement	832 458	799 673 700	10,41	96 807,46	-	96 807,46	96 807,46
Mutandis AUTOMOBILE SCA	Distribution Automobile	846 892	630 000 000	13,44	91 359,34	4 239,56	87 119,78	87 119,78
ROYAL RANCHES MARRAKECH	Promot. Immobilière et touristique	106 667	800 000 000	13,33	60 000,00	-	60 000,00	60 000,00
SOGEPPOS	Sté d'aménagement	46 216	35 000 000	13,20	4 621,60	-	4 621,60	4 621,60
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	52 864	700 484 000	0,75	3 393,43	3 393,43	-	-
SMAEX	Assurances et service	22 563	50 000 000	4,51	1 690,00	-	1 690,00	1 690,00
FRUMAT	Agro-alimentaire	4 000	13 000 000	3,08	1 450,00	1 450,00	-	-
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	12 670	19 005 000	6,67	1 267,00	-	1 267,00	1 267,00
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	10 000	60 429 000	1,65	1 000,00	-	1 000,00	1 000,00
MAROCLEAR	Dépositaire central	803	100 000 000	4,02	803,00	-	803,00	803,00
STE IPE	Edition et impression	8 013	10 000 000	8,01	801,30	-	801,30	801,30
CASABLANCA PATRIMOINE S.A	Développement local	5 000	31 000 000	1,61	500,00	-	500,00	500,00
GECOTEX	Industrie	5 000	10 000 000	5,00	500,00	500,00	-	-
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie	5 000	20 000 000	2,50	500,00	500,00	-	-
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	1 922	75 000 000	0,64	480,50	480,50	-	-
PORNET	Service informatique	1 800	11 326 800	1,59	180,00	-	180,00	180,00
SINCOMAR	Agro-alimentaire	494	37 440 000	0,13	49			

BILAN

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 746	2 332
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	6 630 827	5 894 899
. A vue	1 188 017	928 663
. A terme	5 442 810	4 966 236
Créances sur la clientèle	3 735 501	3 910 009
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	424 067	673 805
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	3 311 434	3 236 204
. Crédits et financements participatifs immobiliers	-	-
. Autres crédits et financements participatifs	-	-
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	580 626	1 995 953
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	439 600	1 887 787
. Autres titres de créance	-	-
. Titres de propriété	141 026	108 166
. Certificats de Sukuks	-	-
Autres actifs	742 739	505 802
Titres d'investissement	2 259 763	1 321 903
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	2 259 763	1 321 903
. Certificats de Sukuks	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-
. Participation dans les entreprises liées	-	-
. Autres titres de participation et emplois assimilés	-	-
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	86 393	73 673
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	2 181	2 037
Immobilisations corporelles	364	812
TOTAL DE L'ACTIF	14 040 140	13 707 423

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	31/12/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DONNES	375 316	658 167
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 231	7 869
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	318 438	544 923
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	49 417	105 375
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	3 230	-
ENGAGEMENTS RECUS	2 750 890	1 620 849
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 753 481	1 082 837
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	994 181	538 012
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	3 228	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 144 533	736 859
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	306 191	278 044
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	125 513	129 645
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	101 437	125 448
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	2 256	1 573
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	12 157	777
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	8 398	9 579
Autres produits bancaires	588 581	191 793
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	945 786	482 349
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	314 700	285 835
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	7 315	12 171
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-	-
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	2 104	1 279
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	621 667	183 064
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	198 747	254 510
Produits d'exploitation non bancaire	-	-
Charges d'exploitation non bancaire	-	10
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	7 737	6 230
Charges de personnel	4 111	3 520
Impôts et taxes	-	-
Charges externes	2 494	1 687
Autres charges générales d'exploitation	-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 132	1 023
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	8	21 524
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	8	44
Autres dotations aux provisions	-	21 480
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	22 216	518
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	22 216	518
RESULTAT COURANT	213 218	227 264
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	5 503	7 991
RESULTAT AVANT IMPOTS	207 715	219 273
Impôts sur les résultats	75 416	81 456
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	132 299	137 819

(-) signifie moins

(+) signifie plus

En milliers de DH

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	11 732 765	11 342 536
. A vue	734 303	524 440
. A terme	10 998 462	10 818 096
Dépôts de la clientèle	1 504 805	1 646 838
. Comptes à vue créditeurs	1 248 272	1 267 308
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	189 056	335 204
. Autres comptes créditeurs	67 477	44 326
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	-	-
. Titres de créance négociables émis	-	-
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	557 161	462 790
Provisions pour risques et charges	567	565
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement reçus	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	108 091	112 079
Capital	4 452	4 797
Actionnaires.Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	132 299	137 819
TOTAL DU PASSIF	14 040 140	13 707 423

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

	31/12/2020	31/12/2019
(+) Intérêts et produits assimilés	533 141	533 136
(-) Intérêts et charges assimilés	322 015	298 006
MARGE D'INTERET	211 126	235 130
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	12 157	777
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	2 104	1 279
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION	10 053	-502
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA (1)	-	-
(+) Commissions perçues	8 906	10 076
(-) Commissions servies	440	1 551
MARGE SUR COMMISSIONS (1)	8 466	8 525
(+) résultat des opérations sur titres de transaction	-2 095	-17 647
(+) résultat des opérations sur titres de placement	56 533	-14 934
(+) résultat des opérations de change	-86 360	32 879
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-995	9 693
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (1)	-32 917	9 991
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	2 256	1 574
(-) Diverses autres charges bancaires	236	206
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	198 748	254 512
(+) résultat des opérations sur ommobilisation financières (2)	396	518
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	-	-
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	-	10
(-) Charges générales d'exploitation	7 738	6 230
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	191 406	248 790
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagement par signatures en souffrance	-8	-44
(+) autres dotations nettes de reprises aux provisions	21 820	-21 480
RESULTAT COURANT	213 218	227 266
RESULTAT NON COURANT	-5 503	-7 991
(-) Impôts sur les résultats	75 417	81 456
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	132 299	137 819

	31/12/2020	31/12/2019
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	132 299	137 819
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 132	1 023
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1)	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions (1)	396	518
(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1)	-	-
(+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1)	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	133 034	138 324
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	133 034	138 324



**IMAGINER
DES SOLUTIONS D'AVENIR
À LA HAUTEUR DES ENJEUX
D'UN CONTINENT**

*Votre banque évolue et arbore désormais
le nom « BANK OF AFRICA » :
Une marque unique au service de millions
de clients à travers le monde ;
Une marque pionnière sur le continent africain ;
Une marque innovante capable de répondre aux enjeux
d'aujourd'hui et d'anticiper ceux de demain...
Car c'est en regardant le futur avec optimisme
que nous pourrons imaginer des solutions
au service d'un avenir meilleur.*

Tour Mohammed VI
Vallée de Bouregreg
Rabat-Salé

080 100 8100
BANKOAFRICA.MA

BANK OF AFRICA - S.A. au capital de 2 056 066 480 Dirhams
Établissement de crédit - Arrêté d'agrément n°2348-94 du 23 août 1994
140 avenue Hassan II - 20-039 Casablanca - Maroc
RC : 27129 Casa - N° IF : 01085112